

VIOLENCES ET SOUFFRANCES HUMAINES

Sixième Séance (21 mars 2017)

INTRIGUES REELLES ET MISES EN INTRIGUES NARRATIVES

1. De la violence réelle à la violence narrative

Nous avons vu, dans la séance précédente, la complexité des régimes démocratiques au cours de l'histoire, circonscrits dans un espace géographique limité dans certaines cités, ainsi que leur tentative de *déplacer* la violence physique vers la violence discursive sur le mode du débat et l'émulation discursive, sans qu'elles aient néanmoins cherché à écarter la violence militaire à l'égard des cités alliées ou les pays étrangers. J'ai aussi fait état de l'ambiguïté du jugement de Jacques Bainville concernant les démocraties et les dictatures, qui considérait en 1935 qu'il y avait de bonnes et de mauvaises dictatures comme il y avait de bonnes et de mauvaises démocraties. J'ai ajouté qu'après la seconde guerre mondiale, peu de personnes parlaient encore d'une bonne dictature, car le discours général ébauchait l'idée que seule la démocratie est le régime le plus digne à gouverner les êtres humains.

Or, cette valorisation du régime démocratique, aussi imprécise que soient ses applications fut acquise, non seulement grâce à la victoire sur les totalitarismes fasciste et nazi, mais aussi à cause de l'hécatombe planétaire due aux combats sans pitié, auxquels ont contribué des armes de plus en plus perfectionnées, avec un point culminant la bombe atomique — devenue depuis lors une arme de dissuasion. La puissance et l'efficacité des armes et des armements ont habitué les politiques et les militaires à ne plus accorder de sens à la vie humaine, puisque depuis que les armes à feu prirent le relais des armes artisanales dans les guerres, le nombre de morts est devenu tellement élevé que le phénomène de la mort s'est transformé en faits divers, et les souffrances ont été de plus en plus englouties dans la quantification et dissimulées quant à leurs effets néfastes, y compris pour les innombrables blessés, qui devaient s'accorder à la survie, avec parfois une décoration symbolique de remerciement pour avoir accompli leur *devoir* à l'égard de la patrie. Tout se passe dans l'histoire des guerres comme s'il était obligatoire de mourir ou de souffrir pour des causes édifiantes, mais qui couvrent souvent des intérêts et de passions inavoués, comme si ces intérêts et ces passions étaient plus importants que la vie humaine, et valaient la peine de faire souffrir une jeunesse, qui avait la vie face à elle, sans pouvoir jamais en jouir les bienfaits. Que l'on veuille ou non, des phénomènes d'une violence inouïe, qui étaient le fruit d'*intrigues réelles*, furent banalisés par des *mises en intrigue*, comme dirait Paul Ricœur, qui transfigurent profondément les douleurs physiques et les souffrances vécues par les victimes des guerres.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette histoire que la promotion de la démocratie, qui fut depuis sa naissance un régime politique fort ambigu, fut considérée après la seconde guerre mondiale comme exprimant la victoire contre les

régimes totalitaires, alors que le camp des alliés comprenait également des dictatures (par exemple celle de Metaxas en Grèce) et un régime totalitaire représenté par le communisme bolchevique de l'URSS, lequel n'hésitait pas à pratiquer des violences extrêmes, c'est-à-dire des déportations et des exterminations massives, qu'on a longtemps dissimulées, pour diverses raisons. Ici encore, les intrigues réelles, qui firent de millions de victimes avec des souffrances permanentes, étaient dissimulées par des mises en intrigues qui allaient jusqu'à glorifier les bienfaits du socialisme soviétique, lequel aurait réussi grâce à un égalitarisme sans cesse annoncé, mais jamais réellement accompli, parce que sans doute il est irréalisable, si ce n'est par le nivellement total et la soumission des peuples par la force. L'affaire soviétique, dont j'esquisserai les rouages totalitaires, nous apprend que face aux inégalités de la vie et de la société, qui se manifestent à travers les inégalités des chances, l'égalité est un horizon à atteindre, par un effort permanent dans le respect de la liberté de chacun en prenant comme mesure des actions la souffrance humaine. Ces observations montrent qu'une mise en intrigue peut certes chercher à exprimer les intrigues réelles, mais peut aussi bien diaboliser des situations que les glorifier. Dans tout cela, où domine la complexité des réalités qui se déroulent dans l'histoire, il faut apprendre à faire la part des choses, c'est-à-dire à avoir un regard critique sur elles.

Face à cette situation, qui ébranle la thèse selon laquelle la seconde guerre mondiale fut une guerre des démocraties contre les totalitarismes (fascistes et nazis), le problème de la violence se complique, dans la mesure où à la violence *guerrière* s'ajoute ici la violence *politique* interne à des régimes autoritaires qui pratiquaient la répression, voire l'extermination, et qui sont considérés désormais, par beaucoup, comme étant des régimes totalitaires odieux. Sur cette question, de nombreuses études circulent, sans oublier les innombrables conférences qui amplifient le monde de la communication et de l'information, au point que le chercheur se rend compte de nager dans un Océan tumultueux et sans limites. Ce qui rend extrêmement difficile sa tâche, lorsqu'il prétend circonscrire le problème des violences et des souffrances qu'elles provoquent.

Ce qui est troublant, c'est que certaines parmi ces études portent l'attention surtout sur la quantité des morts au cours des guerres et sur les modes violences politiques accomplies (déportation, emprisonnement, tortures, exterminations...), sans se préoccuper des douleurs physiques et des souffrances psychiques et morales provoquées tant du côté des morts et des blessés que du côté des proches, plus nombreux que les victimes, et des populations qui vécurent ces situations de façon variée. Ces populations ont dû s'adapter à des situations inédites et inhumaines, avec des famines, des épidémies, renforçant la précarité quotidienne et les souffrances morales face à l'occupant et au peu d'espoir d'un lendemain plus heureux. Au point que, pour survivre, ces populations pratiquèrent souvent, comme dirait Étienne de La Boétie, la *servitude volontaire*, dont la force est l'habitude, et qui pouvait aller jusqu'à la collaboration et la compromission avec l'ennemi.

Or, ce qui me paraît remarquable, c'est que là où échoue le travail scientifique et les essais pour cerner les souffrances, la littérature et le cinéma comblent le vide

grâce à la fiction qui façonne des scénarios proches des intrigues réelles et qui, en dépit du caractère fictif des mises en intrigues, les matériaux utilisés pour réaliser la narration sont dans la plupart des cas puisés dans le réel même. Leur profusion aujourd'hui dans un monde communicationnel polyvalent et immaîtrisable a le mérite de nous éveiller de notre torpeur et de prendre conscience des multiples facettes des violences politiques, économiques et sociales. J'ai déjà insisté sur ce point en l'illustrant lors de la deuxième conférence. Ici j'orienterai cette question du côté du *politique* et de ses violences discursives et guerrières, tout en repérant d'autres formes de violences où la mort se tient au bout du pistolet ou du fusil.

Les fictions littéraires et cinématographiques cherchent, comme la tragédie ou la comédie (comme le montra Aristote) à créer des *effets* (des passions) vécus par le lecteur ou le spectateur, en imitant des actions qui eurent lieu dans le passé, le présent ou qui pourraient advenir dans le futur. Sauf dans des cas particuliers (comme les biographies, la représentation d'événements réels ou historiques), même si l'intrigue *réelle* est difficilement accessible, demeurant ainsi jusqu'à un certain point opaque (comme le soutient Ricœur), la narration (donc aussi la violence narrative) permet au moins de *prendre conscience* de l'existence de pareils phénomènes, ainsi que des souffrances qu'ils provoquent. C'est un point que j'ai analysé dans mon livre *La proximité et la question de la souffrance humaine*, en montrant les limites de l'analyse de Paul Ricœur qui sous-détermine l'importance des intrigues réelles au profit de la configuration narrative produite par les mises en intrigues. À ce titre, contrairement à ce que Platon disait, la violence narrative n'est pas toujours un danger dans l'éducation, mais peut jouer un rôle positif, voire constructif, en alimentant l'esprit critique et la prise de conscience de l'importance des souffrances humaines, sans cesse occultées ou oblitérées dans les discours ambiants.

En tout état de cause, l'horreur des guerres et la cruauté des régimes répressifs et totalitaires, qui transforment la violence polyvalente en norme de la gouvernance pose le problème de limites de la déchéance humaine, tant celle de ceux qui la pratiquent que celle de ceux qui en sont les victimes. D'autant plus que ce type de violence ne se limite pas à l'action politique et à la guerre, mais se rencontre à des degrés divers et d'une façon fragmentée dans la vie quotidienne, y compris dans les régimes démocratiques. Il n'y a aucun aspect de la vie humaine qui ne soit pas sous la *menace* d'un mode de violence ou de souffrance. Ce phénomène est professionnel, et commence par la naissance même et se prolonge jusqu'après la mort, non pas à cause d'une éventuelle survie dans un paradis ou un enfer, mais à travers les proches qui portent le deuil. De la vie intime à l'altérité immédiate et conflictuelle, de l'accident à la violence dans les familles, du vol au viol, de la brutalité dans des lieux publics (écoles, bars, cafés, stades de sport...), du crime à l'enfermement dans les prisons..., la violence physique couve sans cesse et menace chaque être humain. Et si elle ne passe pas toujours à l'acte, c'est que l'être humain parvient à résister et à réagir dans les situations les plus invraisemblables. Le plus souvent ce sont les

violences verbales et narratives qui se substituent et se répandent en multipliant les souffrances psychiques et morales.

On pourrait continuer à énumérer des innombrables situations de ce type, en ajoutant les maladies et les phénomènes naturels qui comportent leur propre violence, et qu'on distingue, à juste titre, des actions dont l'être humain est non seulement responsable, mais coupable. Ce n'est pas une coïncidence que les médias, la littérature et le cinéma font sans cesse états des phénomènes naturels et des maladies en les mettant en intrigue narrative et même en faisant état des moyens mis en œuvre pour trouver des solutions. Mieux, sans ces médiations narratives, toutes ces souffrances seraient occultées et inaccessibles pour la plupart des populations sur la planète. Toutefois, on l'a vu dès la première conférence, l'accès à la souffrance n'est pas simple, et de toute façon il n'est jamais égal. Et il est extrêmement difficile de savoir pourquoi les unes sont dévoilées, tandis que d'autres demeurent occultées, et d'autres encore définitivement oubliées.

Pour prendre un exemple à la portée de chacun, il est intéressant de constater la publicité faite pour les crimes et les assassinats, plus encore que pour les guerres, en donnant des détails et en insistant sur l'action des milieux policiers et judiciaires qui les prennent en charge. Mieux, les romans policiers, mais aussi ceux qui font état de crimes, sont en nombre incommensurable et ont un succès qui surprend. Les séries policières à la TV et au cinéma se cessent de se multiplier en relevant le plus souvent des crimes et des viols, avec une variété de modalités mises en œuvre pour dénouer l'intrigue. L'imaginaire prend des proportions étonnantes et dépasse souvent la réalité même des crimes, comme s'il existait un plaisir ludique, non tellement à envisager la violence qui conduit à la mort, mais à scruter les raisons qui y conduisent et la façon dont l'expert dénoue l'intrigue. On pourrait ajouter ici d'autres formes narratives, comme l'espionnage, qui se tient entre l'intrigue policière et l'intrigue guerrière, qui, pour ainsi dire, intrigue également un large public. Face à cette massification de la violence narrative et de la jouissance qu'elle provoque face à la souffrance des victimes, qui est en réalité enveloppée dans l'imaginaire de l'intrigue et de son dénouement, la question se pose de savoir pourquoi tant d'excès dans tous les sens du terme. C'est sur ce plan que le questionnement de Platon devient plus pertinent, car on peut se demander si la violence narrative ne présente pas par la mise en intrigue une force interne qui assure l'attractivité auprès du public, et par conséquent pourrait influencer dans le psychisme de l'enfant et de toute personne fragile ou sensible, au point de provoquer et d'accroître les violences physiques et psychiques dans nos sociétés.

Le problème est d'autant plus complexe qu'il ne peut être réduit à quelques paramètres. Comme le montre, par exemple, le phénomène de la chasse, ou encore le problème de la liberté de la vente des armes aux Etats-Unis, au nom de la liberté et de la sécurité, on ne pourrait négliger les intérêts économiques (nationaux et internationaux) qui se dissimulent derrière les décisions politiques, alors que l'usage de ces armes produisent des incidents ponctuels dans nos sociétés, et alimentent aussi le terrorisme urbain, que nous découvrons aujourd'hui dans nos pays. Par extension, on

comprend aussi l'importance des armements à grande échelle dans le monde au service de guerres potentielles, qui enrichissent les industries militaires de certains pays, et les caisses des États. Du coup, le problème des rapports entre intrigues réelles et mises en intrigues, violences réelles et violences narratives devient très complexe. Il n'en est pas moins crucial, et donc aussi pertinent comme objet d'étude.

Dans la suite, je vais surtout analyser la question politique, qui fait suite à la séance précédente sur la démocratie, pour éclairer la violence qui s'y lie, en accordant en plus une attention particulière à la guerre, qui concerne à la fois les régimes totalitaires et les régimes démocratiques. Cela me permettra de montrer l'occultation permanente des souffrances humaines. Pour le reste, c'est-à-dire le foisonnement des diverses violences dans la vie et la société, qui produisent des souffrances sans fin, je conseille chacun d'entre nous de multiplier les lectures de contes et de romans et de visionner des films, car cette double littérature, celle par les narrations et celle par les images permet de se rapprocher, grâce à la fiction, de la problématique des violences et des souffrances. Cette constatation me semble décisive pour réfléchir sur la nécessité d'intégrer la question de la souffrance dans la morale, en privilégiant deux thèmes : la liberté incontournable de l'être humain et la nécessité de prendre les souffrances des autres comme mesure de nos actions. Mais commençons par la question de l'*autorité* politique, qui constitue le point commun de tout régime politique.

2. La question de l'autorité politique

Tout système politique, y compris le plus démocratique, est fondé sur un type d'*autorité*. La question est de savoir de quelle autorité s'agit-il et quelle est sa légitimité. En démocratie, on considère que cette autorité émane des *citoyens* (sinon du peuple), qui instaurent librement les lois et, de ce fait, y obéissent sans contrainte, ne serait-ce que parce qu'ils en sont les auteurs. Et lorsqu'ils les trouvent insuffisantes ou caduques, ils peuvent les modifier. Mais l'élément clé de l'autorité démocratique réside dans la *séparation* entre fonction, pouvoir et symbole, avec une prééminence de la fonction. Le pouvoir en démocratie est surtout symbolique au sens faible du terme, et n'implique pas une domination objective, mais seulement fonctionnelle. La confusion entre ces trois notions en démocratie subvertit sa nature et risque de la transformer en un régime autoritaire, quel qu'il soit.

À l'opposé, c'est sur le plan de la religion que ces trois notions sont souvent confondues, avec comme institutions caractéristiques le pouvoir du pape et le pouvoir du calife, qui sont à la fois Chef d'État et Chef d'Église, exprimé comme pouvoir sacré, c'est-à-dire qui suppose un symbole fort, actif et sacré, et la soumission de la fonction au pouvoir et au symbole (comme par exemple celui de la Croix). Dans le cas du catholicisme, on ajouta au 19^e siècle l'infailibilité du Pape, sacralisant ses décisions. D'où la question de savoir si les régimes les plus autoritaires, à savoir les régimes totalitaires qui prétendent posséder la vérité infailible, ne seraient pas des régimes analogues à ceux qui sont d'origine religieuse,

par une sécularisation radicale. Cette thèse a été défendue par Eric Voegelin¹, qui a soutenu que la *modernité* s'est formée par les tentatives de réaliser un paradis terrestre à l'image du paradis céleste, avec comme précurseurs Hegel et Marx, dont la pensée est envisagée comme des « idéologies » comprises comme des « religions séculières », exprimées souvent à travers des mouvements révolutionnaires. Cette sécularisation est surtout véhiculée par des thèmes chrétiens, mais selon une perspective anti-chrétienne en vue de promouvoir les nouvelles valeurs du communisme et du national-socialisme, comme les expressions les plus authentiques du totalitarisme.

L'idée de la sécularisation a été thématifiée d'une façon nouvelle par Marcel Gauchet en 1985, dans son livre le *Désenchantement du monde*, où il interprète le christianisme comme ayant en lui les éléments potentiels d'une sécularisation historique, qui s'est traduite dès le moment où la religion n'était plus le principe organisateur et de légitimité de la société. C'est cette fin de structuration de la société qui marque le désenchantement du monde moderne. Cependant, Gauchet ne s'applique pas à critiquer d'une façon systématique le totalitarisme, et lorsqu'il le fait, c'est pour s'attaquer aux penseurs vedettes des années 1960-1980, Michel Foucault, Jacques Derrida et Jacques Lacan, qu'il considère comme exprimant un anti-humanisme qui véhicule un totalitarisme mental². En fait, Gauchet s'applique à promouvoir la démocratie, surtout la démocratie libérale³, au point qu'il est parfois accusé de néo-conservateur...

Toujours est-il que dans les divers types de régimes *autoritaires*, une personne ou un groupe de personnes abusent de leur autorité et exercent le pouvoir avec une rigueur excessive, souvent arbitraire. Mais il peut arriver qu'une démocratie décide dans des circonstances particulières et exceptionnelles, et ceci par des décisions du Parlement, à pratiquer, pour un temps, une politique autoritaire (pouvoirs spéciaux), sans l'accord direct des citoyens, qui se contentent à accorder leur *confiance* à ceux auxquels une majorité d'entre eux leur *confièrent* le pouvoir. Les citoyens d'une démocratie agissent, comme l'avait déjà indiqué Périclès, par la confiance à l'égard des élus, parce qu'ils assument leur confiance à la liberté. En revanche, les populations soumises dans un régime autoritaire imposé par la force *adhèrent* par une sorte de servitude volontaire ou involontaire, soit par peur et par impuissance ou,

¹ Peu d'ouvrages d'Eric Voegelin sont traduits en français, et notamment de son œuvre monumentale en cinq volumes, *Order and History* (1956-1987), seuls le premier volume (*Israel and Revelation*, 1956 = Cerf, 2012) et le troisième (*Plato and Aristotle*, 1957 = Cerf, 2015) sont traduits. Sont également traduits *Race et Etat*, Vrin, 2007, orig. 1933 ; *Les Religions politiques*, Cerf, 1994, orig. 1938 ; *Hitler et les Allemands*, Seuil, 2003, orig. 1951 ; *Science, Politique et Gnose*, Bayard, 2003, orig. 1959 et *Réflexions autobiographiques*, Bayard, 2003, orig. 1989.

² M. Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat*, 3, juillet-août, 1980 (repris dans *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, Paris, 2002).

³ Id., *La religion dans la démocratie : parcours de la laïcité*, Gallimard, 1988 ; *La Révolution des droits de l'homme*, Gallimard, 1989 ; *La Révolution des pouvoirs : la souveraineté, le peuple et la représentation 1789-1799*, Gallimard, 1995 ; *La religion dans la démocratie : parcours de la laïcité*, Gallimard, 1988 ; *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002 ; *Un monde désenchanté ?*, Ed. de l'Atelier, 2004 ; *La condition politique*, Gallimard, 2005 ; *La Démocratie d'une crise à l'autre*, Cécile Defaut, 2007 ; *L'avènement de la démocratie*, 4 vol., 2007, 2010 et 2017. M. Gauchet publia également une série de livres en collaboration. Sur sa pensée, voir son entretien avec F. Azouvi et S. Piron, dans *La Condition historique*, Stock, 2003.

souvent, parce que la situation politique précédente était désastreuse, au seuil des dérives et de la déchéance. En d'autres termes, si dans un régime démocratique les relations entre les gouvernements et les citoyens sont fondées sur la persuasion pour créer la *confiance*, dans les régimes autoritaires ces rapports sont basés le plus souvent sur la force, la menace, la peur et l'obligation contraignante d'*adhésion* et non sur une légitimité instaurée par consensus préalable. D'où la responsabilité immense de tout régime démocratique qui arrive à ne plus assumer les lois en conformité à ses valeurs fondamentales que sont la liberté et la dignité humaine. Il s'agit d'assurer une bonne gouvernance (l'*eunomie*) et éviter les abus que pourraient pervertir la jouissance du pouvoir par diverses manipulations : favoriser ses proches, ses amis, ses partisans politiques ; autoriser les relations pour acquérir un poste ou un bien ; accepter la corruption et l'économie parallèle, etc. Ces situations favorisent le sentiment du changement à tout prix, ce qui encourage les « purs », qui s'auto-affirment comme des messies pour libérer la société des abus. D'autant plus que, contrairement aux pouvoirs autoritaires qui écartent d'une façon ou d'une autre les opposants, la démocratie accepte, au nom du pluralisme des opinions, les opposants et les ennemis de la liberté, et plus spécialement tous ceux qui instrumentalisent les souffrances humaines (c'est-à-dire les populistes de droite et de gauche) pour conquérir le pouvoir démocratiquement.

À l'opposé du pluralisme en démocratie, le pouvoir aux mains d'un chef (tyran, despote, etc.), d'un parti unique, d'un groupe d'oligarques ou d'une junte militaire... n'est partagé que par un groupe limité de personnes, qui prétendent représenter des idées pures et authentiques au service du peuple, et sans contrôle de leur autorité. Les élections dans ces régimes, s'il y en a, ne sont le plus souvent qu'une apparence de démocratie, qui cherche une *adhésion* forcée, voire une servitude volontaire. Elles servent surtout à légitimer le régime sur le plan extérieur et à reconforter les citoyens sur leur avenir.

Si donc l'un des fondements de l'autoritarisme est la limitation des libertés, le rejet de l'individualisme, la négation des droits de la personne, il s'ensuit que sa forme extrême oppose au respect de tous les individus et de leur personnalité, la promotion d'un Guide (culte de la personnalité). Du reste, la notion de *Führer*, appliquée à Hitler, constitue une usurpation d'un terme qui s'accorderait à tout chef d'un régime autoritaire. Le culte en sa personne débuta surtout à partir de 1925, et aboutit en 1938, au moment de l'*Anschluss* (= l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie), à l'implication de trois termes unifiés, dans le slogan : « Un peuple, un empire, un guide » (*Ein Volk eine Reich ein Führer*).

Il s'agit là d'une laïcisation de la problématique du « guide » depuis son usage biblique. Moïse fut un guide dans l'exode d'Égypte. Toutefois la notion de guide fut comprise assez vite dans le sens de Messie (issu de l'hébreu *mashia'h*) — terme parfois utilisé en politique comme l'attente d'un chef libérateur... Toujours dans la Bible, le messie exprime une personne ointe par un rite pratiqué par un prophète de Dieu. Par exemple, les rois Saül et David furent oints par Samuel. Du reste le nom du « Christ » signifie en grec « Oint », et sa venue a été comprise par certains

comme la venue d'un Roi oint pour libérer Israël. Son caractère spirituel se perpétua par le sacrement du baptême et l'eucharistie. Mais il y a plus.

En effet, au cours de l'histoire contemporaine, la sacralisation religieuse se transforma en sacralisation métaphorique dans le culte de la personnalité, comme dans le cas de Lénine qui, à sa mort, bénéficia d'une série de sacralisations : on préleva son cerveau que devait être étudié par le neuroscientifique Oskar Vogt, avec la certitude qu'on y découvrirait l'origine de son génie ; son corps fut mis dans la glace en vue d'une cryonégisation, mais, à cause de l'incertitude scientifique du projet, il fut embaumé et placé dans un mausolée sur la Place Rouge à Moscou ; des monuments furent édifiés partout à sa gloire ; Pétrograd (ancien Saint-Pétersbourg) fut renommé Leningrad, etc.

L'écrivain grec Nicos Kazantzaki (auteur d'*Alexis Zorba*, du *Christ recrucifié* et de la *Dernière passion*), qui avait été séduit par la Révolution d'octobre, eut l'occasion de voyager en URSS en mission officielle pour le gouvernement grec, qu'il mit par écrit dans ses *Voyage*. Dans son œuvre, Kazantzaki mit en évidence un certain nombre de figures comme le Christ, Bouddha, Ulysse, saint François d'Assise, auxquels il ajouta Lénine. Or, en 1927, il fut invité par le gouvernement soviétique pour fêter les dix ans de l'événement, ce qui lui permit d'évaluer le régime dans son roman *Toda Raba*, écrit deux ans plus tard, où il montre que le rêve de réaliser par le communisme la reconnaissance de l'homme par l'homme était impossible et que le seul rôle qui lui restait était d'accomplir le système capitaliste pour le détruire. Or, dans ce roman, il mit en scène un ensemble de personnages d'origines différentes (Japon, Inde, Chine...) qui se rencontrèrent à Moscou après l'appel du régime, parmi lesquelles figuraient une jeune juive, Rahel, qui joua, avec ses amies juives, un rôle important dans la vie, de l'auteur. Elles lui firent voir l'importance historique du judaïsme, la force qui anime les Juifs dans leur action et leur rôle dans la Révolution soviétique et surtout la grandeur de Lénine. C'est la sacralité de Lénine que *Toda Raba* révèle, avec toutes les déceptions que rencontrèrent tous les voyageurs qui répondirent au cri » de Moscou.

Ici s'accorde clairement ce que j'ai dit plus haut : ces différentes pratiques fusionnent, dans une même démarche, *pouvoir*, *fonction* et *symbole*, reprenant une pratique religieuse passée et actuelle, attribuée à certains empereurs chrétiens (y compris byzantins et russes), mais aussi aux hiérarques de l'Église, et dont la sécularisation de la Russie, permit la sacralisation du Guide, Lénine. Et j'ai insisté ci-dessus sur le fait qu'à l'opposé, en démocratie, pouvoir, fonction et symbole sont *séparés*, avec une prééminence de la fonction : le chef d'un gouvernement a surtout une fonction, et son pouvoir limité est soumis au contrôle parlementaire. Quant au symbole représenté par un chef de gouvernement ou un roi actuel, il est purement formel, appliqué dans les cérémonies et les protocoles. Lorsque cet équilibre est rompu et le pouvoir et le symbole deviennent excessifs, le régime perd son caractère démocratique et glisse vers un régime autoritaire, voire despotique. Du côté de la population gouvernée, la démocratie respecte l'individu, sa liberté, sa propriété, sa sécurité, sa culture (y compris sa religion), son éducation... Ces données furent les

fondements du libéralisme depuis les Lumières, qui amorça la démocratie politique et économique en Europe et en Amérique.

Ce n'est donc pas une coïncidence si ce sont les principes fondamentaux du libéralisme qui sont les cibles principales de tout système autoritaire. Mais, en même temps, ce sont certains abus et excès des libéralismes (politiques, sociaux et économiques) qui permirent des alternatives pour rendre aux plus pauvres et aux travailleurs leur dignité, amorçant le mouvement socialiste, souvent sous l'égide de la pensée de Marx, qui fut le premier penseur à être attentif aux souffrances humaines à travers les aliénations aussi bien religieuses qu'économiques. Les excès du libéralisme économique furent aussi l'antichambre des pouvoirs autoritaires, dont certains se sont convertis en des régimes totalitaires. Aujourd'hui, par une confusion courante — qui requiert une analyse approfondie (que je ne veux pas entreprendre ici) —, c'est le néo-libéralisme qui est la cible de plusieurs courants politiques (surtout d'extrême gauche et d'extrême droite), par une simplification outrancière, qui se résume dans la question des marchés et des finances. Et cette confusion est d'autant plus troublante, que le néo-libéralisme attribué aux puissances économiques ne constitue ni un parti politique, ni un pouvoir autoritaire, ne serait-ce qu'il prône la liberté de l'entreprise et du commerce.

Or, comme je l'ai déjà indiqué en passant, la *liberté de commerce* a été envisagée, notamment par Adam Smith, comme pouvant contourner les violences guerrières, et c'est lorsque l'Angleterre voulut contrôler le commerce en Amérique que la guerre d'Indépendance américaine a débuté. J'ajouterai ici deux informations complémentaires dans cette direction. La première provient de l'étude de Benjamin Constant en 1813, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*⁴, à une époque où l'on voulait renverser le régime de Napoléon, modèle des violences guerrières et politiques, et restaurer une monarchie constitutionnelle dans l'esprit d'une modernité où, selon Constant, dominait la liberté de l'entreprise, exprimée par l'industrie et le commerce. Il considère que le commerce écarte les guerres anachroniques des conquêtes. Il oppose ainsi à la guerre, qui suppose « l'impulsion sauvage », le commerce qui met en œuvre le « calcul civilisé » qui, par la négociation, est « un moyen plus doux et plus sûr d'engager l'intérêt des autres à consentir à ce qui convient à son intérêt ». C'est pourquoi « le commerce a modifié jusqu'à la nature de la guerre ». Si bien que les ramifications infinies et compliquées du commerce ont placé l'intérêt des sociétés hors des limites de leur territoire ; et l'esprit du siècle l'emporte sur l'esprit étroit et hostile qu'on voudrait parer du nom de patriotisme ». Nous verrons que cet anti-nationalisme au nom du libéralisme sera la cible des nationalistes du 20^e siècle, et plus spécialement de l'*Action Française*.

Quant à la seconde information, elle concerne le retour en France, au 12^e siècle, des croisés de la première croisade qui, après les multiples violences et les souffrances des guerres, certains d'entre eux furent recueillis par saint Bernard et les moines cisterciens et édifièrent ensemble leur Ordre qui prit comme règle le travail,

⁴ B. Constant, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, tr. fr. Flammarion, Paris, 1986, chap. II.

non plus pour éviter les tentations, mais pour réaliser des œuvres concrètes. Or, ces chevaliers avaient découvert en Orient que les Arabes ne réussissaient leur conquête moins par la violence que par le commerce, ce qui d'ailleurs leur avait permis d'arriver jusqu'en Malaisie et au cœur de l'Afrique. Aussi saint Bernard et ses adeptes édifièrent-ils, dans un laps de temps de quelques années, plus de mille monastères en Europe, en produisant, entre autres, du vin et de la bière, ébauchant ainsi le début du capitalisme. Le projet était clair : remplacer les violences guerrières par les échanges commerciaux pour réaliser la paix en Europe. Nous découvrons ainsi une autre façon que celles des jeux olympiques, de la démocratie et du droit pour contrôler les violences physiques. Même si le commerce est ambigu, comme le sont les sports et la démocratie, il n'en demeure pas moins une pratique centrale du système techno-économique qui définit notre contemporanéité, et peut ébranler l'autoritarisme politique, qui préfère les monopoles de certaines entreprises ou mieux, le monopole de l'Etat, qui imposent leurs règles et leur propre violence.

En général, l'*autoritarisme* s'impose par une variété de décisions contraignantes et une série d'actions violentes, que l'on peut résumer par une série d'attitudes stéréotypées : la propagande, l'embrigadement de la jeunesse, la réglementation de la vie sociale et culturelle, la cooptation (au lieu de l'élection), la restriction des libertés d'association et d'opinion, l'exil, l'emprisonnement, la persécution des opposants, l'absence de respect des droits de l'homme... Cette énumération n'est pas exhaustive, et d'ailleurs elle varie dans l'histoire et les régions de la planète. Mais restons dans le cadre de l'Occident, qui est déjà assez complexe, sans nous référer à des systèmes comme les castes en Inde, le mandarinat en Chine, le culte de l'empereur divin au Japon, les diverses hiérarchies politiques dans les tribus dans diverses régions de la planète, tant dans le passé qu'aujourd'hui.

Depuis l'Antiquité grecque, les cités avaient des régimes politiques différents et co-existaient dans un espace relativement restreint (Grèce centrale et les îles, Grande Grèce en Italie du Sud et les cités d'Asie Mineure). Il en était de même dans les pays dits « barbares ». Il y avait, en plus de quelques rares démocraties (1), des tyrannies, (2) des despotismes (oligarchiques ou monarchiques), (3) l'absolutisme de droit divin, hiérarchiquement organisé... Dans le monde moderne et contemporain se sont ajoutés : (4) diverses dictatures et (5) des régimes totalitaires, plus spécialement le communisme, le fascisme et le nazisme. Dans tous ces systèmes, l'autorité politique prend en charge le pouvoir sous des formes variées, mais toujours comme arrière-fond un droit acquis (peu importe le moyen) comme étant légitime et absolu, non pour servir la collectivité selon ses propres normes, mais pour la contrôler en fonction des désirs et des idées des gouvernants. Ceux-ci dirigent les pays par des formes variées de violences (physiques, psychologiques ou morales), qui provoquent des douleurs physiques et des souffrances psychologiques et morales. Le modèle historique, à l'origine de ce phénomène, fut l'idée de la justice du plus fort, développée déjà dans les *Travaux et les Jours* d'Hésiode et thématisée et critiquée par Platon, notamment dans le *Gorgias* et la *République*.

(1) Tyrannies : du grec *turannos*, maître, dominateur.

Dans l'Antiquité grecque, la *tyrannie* est un pouvoir absolu conquis par la violence et illégalement, après un coup de force (ou coup d'Etat) qui usurpe l'autorité légale, souvent grâce à la faveur populaire. On distingue généralement les tyrannies des 7^e et 6^e siècle avant notre ère de celles du 5^e siècle avant JC.

— Dans les premières, le tyran s'appuya sur les *classes populaires* qui souhaitent limiter le pouvoir des riches propriétaires terriens. La tyrannie avait l'intention de lutter contre les excès de l'*aristocratie* (Eupatrides) et de l'oligarchie (riches), souvent à la suite de crises économiques. Souvent les tyrans promettaient d'aller plus loin que Solon qui se limita à la suppression des dettes et la protection des faibles, sans réaliser la réforme agraire qu'il avait promis. Platon (*Lois*, 684e), Aristote (*Pol.*, V, 5, 1385a5) et Isocrate (*Panath.*, 259) ont souligné que la promesse de la suppression des dettes et le partage des terres fut pour le peuple ce qui les attirait le plus dans les révolutions des tyrans. Les tyrans qui tentèrent d'appliquer cette politique sans toujours y parvenir, étaient Phidon à Argos, Cypsélos à Corinthe et Pisistrate (600-527) à Athènes. Ayant favorisé l'activité économique, ces tyrannies auraient préparé la transition de la royauté à la démocratie. C'est d'ailleurs une constante des dictateurs au cours de l'histoire de promouvoir l'économie pour attirer la sympathie des peuples, pour équilibrer la violence qu'ils imposent.

— Dans les secondes tyrannies, qui sont, par exemple, celles de Denys l'Ancien (-430 à -367) et de son fils Denys le Jeune à Syracuse, le tyran établit son pouvoir par la menace des armes contre toute forme d'opposition. Platon avait tenté de convertir ces régimes en des systèmes politiques fondés sur les vertus avec la prédominance du savoir (la science). C'est pourquoi son analyse concernant la prise du pouvoir des tyrans et sa critique de la tyrannie dans le livre VIII de la *République* est un modèle du genre. D'abord, il montre que ce sont les dénonciations, les délations et les luttes (*agônes*) entre les citoyens qui aident certains tribuns, qui deviennent les favoris du peuple, et c'est ce même peuple qui nourrit et accroît leur pouvoir, car ils prétendent protéger le peuple. « La tyrannie, dit-il, pousse sur la racine de ce protecteur et non ailleurs ». Puis, Platon se réfère au mythe du temple sacré de Zeus en Arcadie pour montrer comment ce protecteur se transforme en tyran. Selon un rite raconté :

« Ceux qui ont goûté des entrailles humaines, coupées en morceaux parmi celles d'autres victimes, les transforment en loup. (...) De même quand le protecteur, trouvant la multitude dévouée à ses ordres, ne sait point s'abstenir du sang des hommes de sa tribu ; quand par des accusations calomnieuses, méthode chère à ses pareils, il les traîne devant les tribunaux et souille sa conscience en leur faisant ôter la vie, qu'il goûte d'une langue et d'une bouche impies le sang de ses parents, qu'il exile et qu'il tue, et fait entrevoir le retranchement des dettes et un nouveau partage des terres, n'est-ce pas pour un tel homme une nécessité et comme une loi du destin ou de périr de la main de ses ennemis, ou de devenir tyran et d'être changé en loup ? »⁵.

Le texte est important parce qu'il situe la violence narrative, d'abord, sur le plan

⁵ Platon, *Rép.* VIII, 565c—556a.

d'une pratique politique où la délation domine violant la justice et la liberté des citoyens en instrumentalisant les tribunaux (en commençant dans la cité démocratique), ensuite, dans l'usage d'un mythe violent et, enfin, dans la narration de Platon qui relève la violence réelle (l'intrigue réelle) des actions du futur tyran. Cette dernière démarche lui permet de déployer une mise en intrigue qui fait voir la réalité de l'action du tyran et du régime qu'il met en place. Bien que l'exposé soit remarquable, je ne vais pas le développer ici. J'indique ici seulement qu'il décrit comment les premiers jours de la prise de pouvoir, le tyran répand son discours démagogique avec la certitude qu'il réalisera tout ce qu'il a promis pour créer une confiance en utilisant « la bienveillance et de la douceur à l'égard de tout le monde, tout en négociant avec certains ennemis extérieurs et en s'opposant à d'autres pour renforcer le regroupement interne, au point de susciter des guerres afin que le peuple puisse se regrouper dans la sauvegarde de la cité et reconnaisse la valeur du Chef. C'est ensuite seulement, après avoir affaibli les citoyens par les impôts pour qu'ils s'occupent plus de leurs besoins quotidiens que des actions du Chef, qu'il s'occupera des ennemis intérieurs. Du reste, dit Platon, si le tyran « soupçonne que certains d'entre eux ont l'esprit trop indépendant pour se plier à sa domination, il a dans la guerre un prétexte pour les perdre, en les livrant à l'ennemi. Aussi pour toutes ces raisons, un tyran est toujours contraint de fomenter la guerre ». Toutefois, Platon ajoute que cette conduite ne peut que rendre le tyran odieux auprès des citoyens, si bien que parmi ceux qui l'ont aidé à prendre le pouvoir, certains auront le franc parlé et le critiqueront en secret ou devant lui lorsqu'il sont courageux, mais en prenant le risque d'être éliminés, car le tyran cherchera à tout prix à conserver son pouvoir⁶.

En somme, un candidat tyran commence par utiliser un langage qui séduit en instrumentalisant la précarité et les souffrances des citoyens, tout en utilisant la violence narrative et la violence physique (guerres) à l'égard des ennemis extérieurs. Ensuite, une fois son pouvoir consolidé, il pratique la violence physique (y compris les violences psychiques et morales) à l'égard des citoyens, suscitant chez certains d'entre eux une violence narrative qu'il réprime de diverses façons. C'est pourquoi, dit Platon, le tyran ne peut garder son pouvoir que par la violence (physique et narrative) en formant un garde pour le protéger et réprimer les dissidents. Ces gardes sont d'ailleurs choisis et formés pour qu'ils lui soient fidèles, et ont aussi comme rôle de protéger les trésors sacrés afin que le tyran puisse les utiliser pour des dépenses aptes à renforcer son pouvoir. À cette occasion, Platon critique Euripide qui aurait soutenu la tyrannie en pervertissant le sens de la sagesse, lorsqu'il dit que les tyrans deviennent sages par la fréquentation de personnes sages. Bien que l'attribution s'accorderait à un texte de Sophocle, Euripide aurait néanmoins vanté la tyrannie en en faisant un pouvoir à l'égal du pouvoir divin, et en considérant que l'ensemble des poètes tragiques proposa des actions incompatibles avec le type de gouvernance qu'il (Platon) souhaite établir. C'est pourquoi les tragédiens (comme d'ailleurs les auteurs de comédies) ne sont pas les bienvenus dans ce type de cité⁷.

⁶ Id., *ibid.*, 556a-567c.

⁷ *Ibid.*, 567c-568d.

Or, dans ce rejet, Platon inclut également la démocratie (au sens d'un régime de liberté absolue qui alimente la violence) et qui est, à ses yeux, le point de départ du passage vers la tyrannie. Cela nuance son propos, en faisant voir que ce qu'il refuse c'est la violence narrative, qu'il a repéré déjà chez Homère, lequel parle sans cesse de violence, ce qui serait contraire à un système éducatif digne de ce nom, c'est-à-dire qui devrait promouvoir uniquement le bien et la non-violence⁸. En réalité, Platon envisage la narration des épopées et des tragédies (y compris des comédies) d'une façon littérale, comme si un citoyen libre, informé et critique était incapable de redresser les distorsions (les violences) de ces propos. C'est pourquoi, lorsqu'il parle de tyrannie, il charge le tyran de tous les maux, et surtout d'une violence sans limites, jusqu'au parricide et à la transformation des citoyens à des esclaves obéissant au tyran. D'où cette conclusion :

« Le peuple, en voulant, comme on dit, éviter la fumée de l'esclavage au service des hommes libres, est tombé dans le feu du despotisme des esclaves, et, en échange de cette liberté extrême et désordonnée, a pris la livrée de la servitude la plus dure et la plus amère, la soumission à des esclaves »⁹.

La position de Platon concernant l'incapacité de l'homme et, plus encore, de l'enfant à redresser les narrations violentes suscitent un étonnement, lorsqu'on se souvient du statut des discours catalogiques. En fait, Platon refuse la capacité de l'homme d'avoir un esprit critique (c'est-à-dire de faire la part des choses) sans éducation. Mieux, il considère que l'éducation doit enseigner des choses édifiantes, en prenant comme seul critère le bien sous toutes ses formes. Pour lui seul le savoir peut garantir ce chemin de pensée, grâce à l'éclairage d'un guide qui éclaire le chemin du savoir. Le problème est qu'aussi valorisante que soit cette perspective qui annonce les Lumières par la promotion des sciences, elle soumet l'esprit critique au savoir, en lui accordant comme possibilité de se déployer uniquement dans l'ordre des opinions (*doxai*). Cette promotion du savoir, qui aboutit, on l'a vu, à une épistémocratie en politique n'accorde finalement un rôle en politique qu'à une élite. C'est bien sur ce point, on l'a vu aussi, qu'Aristote a porté sa critique, en revalorisant la critique et en considérant qu'en politique le savoir ne doit pas jouer un rôle excessif, instaurant ainsi la primauté de la *délibération*. À la violence du savoir, il préféra la violence discursive de la délibération, en indiquant néanmoins qu'une délibération ne peut réussir si les interlocuteurs ne mettent pas entre parenthèses leurs propres opinions, car le danger d'une opinion est que celui qui y insiste, croit à une vérité. Bref, par la délibération conduite au moyen de la *phronèsis* (sagesse pratique), Aristote écarte la violence au profit du *consensus*, et assure à la démocratie un champ d'action décisif en faveur de la liberté et de la dignité humaines. L'opposition entre Platon et Aristote est ainsi déterminante, car l'exclusivité du savoir souhaité par Platon met en jeu une forme de violence dans l'éducation, tandis que la séparation entre savoir et action chez Aristote, ouvre la voie à une éducation plus ouverte et à la promotion de la liberté dans le savoir et l'action.

⁸ Cf. *Rép.* III-V.

⁹ *Ibid.*, 568d-569c.

En dépit de cet apport de l'Antiquité, les tyrannies antiques eurent des émules selon différentes variantes au cours de l'histoire. Les pouvoirs autoritaires pratiquent encore à notre époque des gouvernements injustes qui ne respectent pas les lois, plus exactement l'Etat de droit. Souvent les tyrannies modernes furent instaurées par des coups d'Etats : le 20 avril 1653, Oliver Cromwell dissout par la force le Parlement ; le 18 brumaire (9 novembre 1799) par Napoléon ; le 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon Bonaparte ; le 27 octobre 1922, la marche sur Rome par Mussolini ; le 28 mai 1926 par le général Camora au Portugal ; le 17 juillet 1936 par Franco en Espagne (plus exactement au Maroc) ; et le 4 août de la même année par Ioannis Metaxas en Grèce ; le 8 novembre 1942 contre le pouvoir pétainiste à Alger ; le 21 avril 1967, par le colonels en Grèce ; le 11 septembre 1973 par Pinochet au Chili...

(2) Despotismes : du grec *despotês*, maître.

— Le *despotisme* est la forme de gouvernement dans lequel la *souveraineté* est exercée par une autorité unique (une seule personne ou un groupe restreint) qui dispose d'un pouvoir absolu. Ce régime assume souvent un pouvoir autoritaire, arbitraire, oppressif, tyrannique, sur tous ceux qui sont soumis. Mais il arrive que ce pouvoir (y compris la royauté non parlementaire) soit associé à la promotion des sciences et de la culture, exprimant un despotisme *éclairé*, fréquent à l'époque des Lumières, comme c'est le cas de Frédéric II de Prusse. Dans cet ordre de réflexion, on peut qualifier de despotisme éclairé le gouvernant (roi-philosophe) du système politique de Platon, fondé sur la science, qui inclut également la morale dans le savoir scientifique (épistémocratie). Le régime technocratique souhaité par certains aujourd'hui est analogue, mais se base surtout sur les « experts ». À l'inverse, Montesquieu, influencé par le parlementarisme anglais parla de despotisme, de république et de monarchie (dans *Esprit des lois*), en considérant le despotisme comme un mal absolu : il est le pouvoir d'un seul homme, sans règle, si ce n'est celle de son bon plaisir, et qui fonde son pouvoir sur la crainte. C'est pourquoi il prôna la *séparation* des pouvoirs, afin d'éviter le despotisme et de préserver la liberté.

(3) Absolutisme

— L'absolutisme représente une forme de régime politique dans lequel le chef d'Etat *détient tous les pouvoirs politiques* et n'est assujéti à aucune loi ou Constitution ; il gouverne sans *contrôle*. Son pouvoir est lié à sa personne, ce qui le rend indépendant de tout groupe de pression, et parfois le monarque considère que ce pouvoir émane de Dieu. Le terme est principalement utilisé pour qualifier la monarchie française « absolue » des 17^e et 18^e siècles, qui a atteint son apogée sous le règne de Louis XIV (1674-1715). Souverain de droit divin, il n'était redevable de ses actes que devant Dieu. L'origine de cette idée se trouve chez saint Paul : « *Toute autorité vient de Dieu* »¹⁰, et cela concerne tant l'autorité politique que religieuse, avec toute la

¹⁰ Paul *Epître aux Romains* 13, 1.

symbolique que cela suppose¹¹.

Plus généralement, le terme « absolutisme » désigne un pouvoir exercé sans limites et sans partage. Nous avons vu que les tentatives absolutistes de certains souverains au Royaume-Uni (Charles I, Charles II et Jacques II) aboutirent à la Glorieuse Révolution de 1688 qui fonda les prémices de la royauté parlementaire et ensuite de la démocratie parlementaire. Cela n'a pas empêché l'histoire de l'Europe après la Révolution française et le pouvoir absolu de Napoléon d'ouvrir la voie à des restaurations monarchiques qui furent tantôt des monarchies absolues et tantôt des monarchies constitutionnelles. Cela nous conduit à différentes formes d'absolutismes modernes, représentés, les uns par des régimes antilibéraux et néoroyalistes, de tendance catholique-conservatrice, comme le fut l'*Action Française* de Charles Maurras, les autres par différents régimes *totalitaires*. Il faut noter que les travaux d'Ernst Nolte sur les fascismes et les totalitarismes — sur lesquels je reviens plus loin — considèrent l'*Action française* comme un précurseur du fascisme, le communisme bolchevik comme sa cause historique et le fascisme proprement dit et le nazisme comme achevant le processus. C'est une thèse qui a été et est toujours fort discutée, surtout parce que Nolte essaie de montrer l'antériorité communiste dans l'événement du totalitarisme.

Le cas de l'*Action Française* me semble intéressant pour faire voir la violence narrative et l'occultation des souffrances humaines au nom d'un nationalisme excessif, qui considère comme principal adversaire la démocratie et le libéralisme, mais aussi, au fil du temps, le communisme bolchévique. Je me limite ici à deux ouvrages : *Napoléon avec la France ou contre la France* de Charles Maurras¹² et *La police politique : ses moyens et ses crimes* de Léon Daudet¹³.

Dans le premier livre, Maurras cherche à redresser la déchéance des Français, « un peuple que d'énormes bêtises, accumulées, capitalisées, ont mené au plus bas », de sorte que quelle que soit l'opinion politique de chacun, il faut retrouver « les conditions de la vie et les conditions de la force commune », en puisant les traditions passées valorisantes et non dans celles qui sont marquées par la défaite. Il se s'agit pas d'opposer les traditions de chaque groupe, mais de se référer au « b-a ba de la méthode nationaliste », qui consiste à faire table rase des préférences de cette sorte, et de se placer au seul point de vue utile et pratique, qui est celui de l'intérêt français. C'est dans ce cadre que l'*Action Française* remonta « au-delà des erreurs et des agitations révolutionnaires pour ne trouver dans sa lignée que des royalistes très purs, comme l'étaient tous nos Français de 1750 ou même de 1780 », bref avant la Révolution de 1789. C'est pourquoi plusieurs actions de Napoléon ou de ses successeurs sont louées par Maurras, surtout parce que les bonnes méthodes qu'ils auraient appliquées remontaient à la royauté d'Henri IV, Louis XI, Charles VII, Charles V, voire de Louis XIV, « dont la cravache a bien sifflé sur un tas de

¹¹ Cf. J.-J. Wunenburger, *Imaginaires du politique*, Ellipses, Paris, 2001, pp. 15-32, ainsi que le collectif dirigé par J. Imbert, *Histoire des institutions et des faits sociaux* : T. 1 : *Des origines aux 10^e siècle*, PUF, Paris, 1957.

¹² Ch. Maurras, *Napoléon avec la France ou contre la France*, Flammarion, Paris, 1932.

¹³ L. Daudet, *La police politique : ses moyens et ses crimes*, Denoël et Steel, Paris, 1934.

robins ! ». La différence entre Napoléon et les rois réside dans le fait que « les coups d'État royaux servaient à quelque chose, ils assuraient l'ordre et la prospérité pour longtemps », tandis que « les coups d'État bonapartistes, ou n'ont rien fondé — celui de 1851 ramena, dès 1860, au *vomissement parlementaire et libéral* — celui de 1799 a créé le régime qui *démembra la famille rurale et ruina la vie locale*. C'est par les résultats que se juge une politique »¹⁴. J'ai souligné dans cette assertion deux passages, pour faire voir à la fois l'idéologie *nationaliste* que Maurras met en valeur en utilisant l'antiparlementarisme, l'antilibéralisme et la promotion de la famille et de la proximité locale, et la violence de son discours (ex. « vomissement parlementaire...»). Ensuite, il loue « la splendide histoire militaire du premier Empire », qui réjouit sa foi *nationaliste* :

« Tout ce qui est national est nôtre ». Et aussitôt les louanges pleuvent en faveur du grand général et de son énergie : « actif, pénétrant, rapide dans ses conseils, foudroyant dans l'exécution ». Mais malheureusement Napoléon est mort, ce qui révèle une « lamentable faiblesse » par comparaison à d'autres héros français depuis l'histoire de la Gaule jusqu'à Louis XV. Bref, « après l'énorme *dépense morale et physique* représentée par tant de campagnes, ce grand homme a laissé la France plus petite qu'il ne l'avait trouvée. Là est le grief *national*, inexpiable. (...) Les rois ont fait la France et les empereurs l'ont défaite. En deux mots, comme en cent, voilà la vérité »¹⁵.

Je retiendrai surtout l'affirmation qui parle de « dépense morale et physique », qui fait allusion à une perte pour la France, sans aucune appréhension des innombrables souffrances vécues par les Français au cours de campagnes napoléoniennes et à l'intérieur du pays, comme si l'intérêt national devait oblitérer le phénomène de la souffrance humaine.

Maurras revient à ces idées plus loin dans son texte, pour indiquer que le peuple « a jeté pendant quinze ans ses énergies sur les champs de bataille du continent et de la mer », avec des résultats décevants, voire « désastreux ». Ou, comme il dit encore, Napoléon a anémié la France par la guerre, avec comme résultat qu'elle « a souffert longtemps et profondément du régime napoléonien dans la paix ». Si bien que « le peuple ne peut plus décerner au Napoléonisme le moindre brevet de satisfaction ». Ici encore Maurras cible la perte des énergies, et ne parle de souffrance que pour la suite de l'échec pour la période de la paix. Ce qui lui permet de faire un éloge étendu de la gouvernance des rois en prenant, dit-il, comme critère le bilan favorable à la nation¹⁶.

Ainsi après la glorification du héros national arrive sa diabolisation. Et celle-ci concerne tous les républicains de gauche et de droite, qui profitèrent du centième anniversaire de la mort de l'empereur pour louer son action. À partir de cette position de départ Maurras développe sa narration en analysant l'œuvre de Napoléon, mais aussi en faisant référence à d'autres personnages en louant tous ceux qui

¹⁴ Ch. Maurras, op. cit., pp. V-XI.

¹⁵ Id. *ibid.*, pp. XI-XIV.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 146-153.

ont rendu service à la France pour ensuite les blâmer pour leurs échecs. D'où une question redoutable : du point de vue national (= nationaliste) :

« Faudrait-il marquer d'un signe *moins* toute commémoration napoléonienne ? ». Réponse : « Non : Napoléon avait reçu la science et l'art de la vieille France, et son âme de feu porta au sublime degré d'incandescence ce riche et puissant capital ». Ses victoires « nous ont valu un prestige positif qui a longtemps couvert de très grands déficits. (...) Foch a été l'élève de Napoléon Bonaparte, voilà ce que la patrie ne peut oublier. Elle a le devoir de tenir compte de toutes les blessures que l'idée et le fait napoléoniens lui portèrent ; mais la reconnaissance doit persister envers le brillant esprit militaire... »¹⁷.

Mais en même temps, il faut savoir discerner que les fautes ont dû être redressées par la restauration royale, dès avant la défaite de Waterloo, dans le traité de 1814¹⁸. Dans la suite, Maurras répète la même chose pour Napoléons III, qu'il envisage selon un autre contexte historique, mais toujours pour mettre en valeur la monarchie et ses rois, qui n'auraient cessé de redresser les fautes de ceux qui ont conquis d'une façon illégitime le pouvoir. Il trouve d'ailleurs l'occasion de relever, pour la royauté, que :

« Ce système à la fois un et plural comportant un degré élevé de vitalité sociale et de défenses personnelles, était susceptibles de perfectionnement indéfinis. Il pouvait même se perfectionner en dehors de la volonté de progrès qui anime parfois les hommes, par le jeu de la ventilation et des sélections de l'histoire... »

Cette affirmation, qui oppose perfectionnement et progrès, achève le résumé d'un système proche d'une forme de corporatisme et de communautarisme, et donne l'occasion, d'abord de faire une longue apologie du passé monarchique¹⁹, ensuite, de charger Napoléon comme héritier de la Révolution de 1789, qui apporta le désordre. Et ce désordre se répète à son époque avec la Révolution russe. Maurras parle de « maladie révolutionnaire », adoptée par Napoléon, qui fit de la France une entité « estropiée et tout étioyée ». En fait, cette conjonction de la révolution républicaine et impériale recèle les données des autres révolutions. Car les nouveaux prédicateurs (entendez : dictateurs), bien qu'ils appartiennent à des groupes organisés, promettent l'égalité et l'uniformité au peuple, mais cette uniformité ne comporte pas d'organisation réelle, et dans l'émiettement général qui y est impliquée, il est difficile de rétablir le fonctionnement de l'État, si ce n'est le regroupement propre à des clans avec leurs codes propres. D'où le désir de Napoléon de créer un Code civil. Aussi « l'égalité sera pour la masse du peuple ; mais la différenciation, l'organisation, la hiérarchie seront sévères et puissantes au profit du petit nombre dans lequel on choisira ses agents »²⁰. Mieux, dès que s'impose l'égalitarisme, « l'expérience de

¹⁷ *Ibid.*, pp. 19 ss.

¹⁸ *Ibid.*, pp. 96 ss.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 106-110.

²⁰ *Ibid.*, pp. 110-119.

l'histoire autorise à prévoir ce qu'il recouvre : une face de tyran qui le percera »²¹. Par cette affirmation, on retrouve l'argument de Platon et d'Aristote selon lequel l'égalitarisme se tient dans l'essence de la tyrannie.

Faisant un pas supplémentaire, si j'ose dire arbitraire, Maurras attribue aux Juifs cette volonté d'imposer l'égalité des individus et l'uniformité des institutions, parce que la démocratie n'a pas d'artisans plus dévoués ni plus passionnés qu'eux, en dépit du fait que le Juif vit dans un clan étroit avec une mentalité communautariste. Il attribue même aux Juifs un rôle actif dans la Révolution et dans l'empire, puis sous Bismarck et dans le troisième Reich, et enfin dans la Russie bolchevisée. Cette dernière attribution, qui prépare une critique du communisme, débute par une apologie de l'Empire des Tsars. Pour détruire ce régime, « il fallait, dans l'éversion et le nivellement général, un groupe dont l'être principal fût uni et lié, ce que les Juifs auraient fourni à la Révolution d'octobre : « il n'est pas possible, dit-il, de nier l'énorme prépondérance de l'élément juif dans le gouvernement et l'administration des Soviets ». Ainsi se manifeste l'antisémitisme de l'*Action Française*, sans que cela puisse dire que ce parti avait une sympathie particulière pour le nazisme. En revanche, il critique non seulement les Juifs mais également la franc-maçonnerie, s'accordant à ce qui émergera à l'époque sous le nom de « complot judéo-maçonnique ».

Par conséquent, si l'on associe ces points à ses critiques de la démocratie et du libéralisme, au nom d'un nationalisme radical avec comme référence une monarchie traditionnelle, l'*Action Française* appuie certaines thèses adoptées également par le fascisme naissant, comme le prétendit Nolte. Mais au point de vue de la violence narrative, l'œuvre de Maurras recèle de nombreux passages significatifs. Cependant, j'ai préféré me référer à un autre auteur, son ami Léon Daudet, qui écrivit à l'occasion d'une manifestation sanglante à Paris le 6 février 1934, et qui suppose d'entrée de jeu, les douleurs et les souffrances des victimes et de leurs proches, mais aussi la souffrance morale des membres de l'Action Française, qui s'y appuyèrent pour radicaliser davantage encore leur nationalisme. La férocité de la narration de Daudet apparaît dès les premières lignes :

« Depuis le 6 février, où Daladier, Frot, Cot et leurs complices ont fait tirer, place de la Concorde, par leurs prétoriens de la garde mobile, sur des anciens combattants, des jeunes gens et des patriotes désarmés, le régime *maudit appelé République, ou démocratie parlementaire*, est perdu. Il en reste le *fantôme affreux et nocif*, mais la succession est ouverte. Il reste à souhaiter que le changement se produise avant l'éclatement d'une seconde guerre européenne toujours menaçante ? Ou la monarchie, ou une nouvelle hécatombe, telle est l'alternative ».

Ce passage est intéressant, car le vœu qu'il exprime est commun à tous les adversaires de régimes démocratiques dans lesquels ils vivent et qu'ils critiquent, souvent non sans raison, mais qu'ils « vomissent » et « maudissent », en contribuant à leurs destructions. Nous verrons que Jean-Luc Mélançon, qui se tient à l'opposé au

²¹ *Ibid.*, p. 123.

seuil d'un nationalisme d'extrême gauche, prit comme slogan d'un de ses livres : « *Qu'ils s'en aillent tous !* ». *Vite, la Révolution citoyenne*²².

L'alternative posée par Daudet entre monarchie ou hécatombe était redoutable, car ailleurs on remplaçait le premier terme par fascisme ou nazisme, en disqualifiant également la République démocratique, qu'il appelle juste après comme ce qui exprime « le pays légal » ou la « pays de l'urne », et qui est « le régime de la trahison, du vol et de l'assassinat », alors que le régime souhaité, le véritable régime serait celui que Maurras qualifie de « pays réel »²³. Dans la suite de son exposé, Daudet met en question les membres du gouvernement avec un langage violent, en parlant de trahison, et en qualifiant de « chef de bande » Aristide Briand, qui était pourtant mort à cette époque, et qui avait défendu le pacifisme la conciliation avec l'Allemagne (ce qui lui valu le Prix Nobel de paix en 1926, avec son homologue allemand, Gustav Stresemann, et s'appliqua déclarer « la guerre hors-la-loi », par le pacte Briand-Kellog le 27 août 1928, peu avant d'annoncer devant l'Assemblée générale de la Société des Nations, le 5 septembre 1929, un projet franco-allemand de réaliser l'Union européenne. Le pacte établi par Aristide Briand (ministre des Affaires étrangère de France et Frank Kellog, Secrétaire d'Etat américain devait « condamner le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncer en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». Mais n'ayant prévu aucune sanction, il fut bafoué à la première occasion. Ces tentatives louables de Briand ne doivent pas occulter ses tergiversation dans sa carrière politique, qui avaient souvent compromis la confiance à sa personne. Les allusion de Léon Daudet cachent bien sûr des attitudes qui nous échappent, mais visent surtout l'acharnement avec lequel Briand défendait la République.

Il le considère comme « un ancien maquereau devenu, par la police, l'expression même de la République, celui sur qui s'appuient et s'étaient tous les abandons, toutes les lâchetés, tous les vols, tous les stupres du Parlement », ou encore il est, dit-il, « de la m... dans une chaussette sale ». Il ajoute même : « c'est avec une telle ordure, et d'une ignorance crasse, que le pape Pie XI, à l'instigation de deux scélérats, les cardinaux Gaspari et Cerretti, et mû par sa passion progermanique, scella, à partir de septembre 1926 une alliance sur le dos de l'*Action Française*, dont on voit aujourd'hui les heureux résultats ; et pour le Vatican, réduit au rôle d'aumônerie du fascisme et bafoué par l'hitlérisme ; et pour le catholicisme français, réduit à l'obédience des principaux pourris du gouvernement et du parlement... »²⁴.

Il s'agit là d'un échantillon auquel on pourrait ajouter d'autres expressions, comme pour Daladier, qualifié de « misérable abrouiti..., doublé d'un fou sanguinaire », et ainsi de suite²⁵. Pour terminer avec Léon Daudet, je retiendrai quelques extraits de ce qu'il appelle « la bleuette rimée », intitulée de « Litanies contre les assassins et pour les morts du 6 février », qui cita lors d'une conférence donnée aux Ambassadeurs,

²² J.-L. Mélançon, « *Qu'ils s'en aillent tous !* ». *Vite, la Révolution citoyenne*, Flammarion, Paris, 2011² (2010).

²³ L. Daudet, *op. cit.*, p.11.

²⁴ Id., *ibid.*, pp. 13-15.

²⁵ *Ibid.*, p. 57.

« devant une salle frémissante et archi comble » :

« Frot et Cot, Cot et Frot / Assassins, assassins, / Frot et Cot, Frot et Cot / Guy la Chambre et Patenôtre, / Mistler, Boncour, ces morts sont vôtres, / À genoux, bandits sans coussin, Assassins, assassins ! / Ignoble Daladier, c'est toi, / Assassin, assassin, / Qui te cache comme un putois, / Avec ton Paul-Boncour sanglant / Ton Barth, mitrailleur surnois, / Et ton Bernier, de sang gluant, / Toi qui, de débris de cervelle, / As jonché la France nouvelle / À genoux, bandits, les pourris, / Devant les corps froids et meutris, / Assassins, assassins ! / (...)

La France vous vomit, crapules ! / Bourres de la place Beauvau / Vos gardes, vos bourreaux, cerveaux / Rêvant de meurtre et d'ergastules, / Assassins, assassins ! / Patrons de voleurs, maquereaux, / Vivant du jeu, du vol, des filles, / Soufflez, bandits, dans vos buccins, / Dévastateurs de nos familles ; / Assassins, assassins. / C'est le réveil, et vos polices / Auront bientôt leurs cous tranchés, / Usez vos dernières malices, / Vous qui les membres arrachez, / Assassins, assassins ! / Paris prépare vos supplices, Assujettit vos échafauds, / Où vous expierez sans défaut, / Avant que le jours ne blémisse, / Assassin, assassins »²⁶.

Le texte est violent, d'autant plus qu'il répond à la violence de la police, qui répond elle-même à la violence des manifestants. En fait, il y a des morts et des blessés, il y a eu des douleurs physiques et des souffrances psychiques et morales, mais ce n'est pas sur ce point que Léon Daudet insiste, mais s'applique uniquement à qualifier les personnes responsables, images d'une République qu'il souhaite renverser. Bref, il demande une vengeance. Tant lui que Maurras, qui glorifie et diabolise au nom de la nation, utilisent la violence narrative, mais occultent les innombrables souffrances que les situations politiques avaient provoquées. Quand le nationalisme devient une religion, il aveugle les gens, en en faisant, selon l'expression de Christophe Déjours pour Eichmann des « normopathes ».

3. Les totalitarismes modernes

L'expression est dérivée de *totalité*, du latin médiéval *totalis*, du latin *totus*.
— Au point de vue *philosophique*, l'adjectif « totalitaire » qualifie ce qui rend compte de la totalité des éléments d'un phénomène, ou qui englobe ou tente d'englober la totalité des composants d'un ensemble donné. On parle ainsi d'une vision totalitaire du monde, et on utilise comme synonyme le terme « totalisant ». Avec une connotation péjorative, un courant de pensée est dit « totalitaire » lorsqu'il cherche à expliquer *la totalité du monde, de la société, des êtres humains* et de régenter *l'ensemble de leur existence, de leur culture, de leurs moeurs et de leur organisation politique*. À ce titre, les religions dites révélées, lorsqu'elles supplantent le politique peuvent être considérées comme le modèle de cette conception. Mais les choses ne sont pas si simples, car le totalitarisme appartient principalement à la modernité, alors que le pouvoir ecclésiastique catholique fut surtout un phénomène des 12^e et 13^e siècles.

²⁶ *Ibid.*, pp. 59-61.

— Au point de vue *social*, l'adjectif « totalitaire » s'impose par des modifications importantes de certaines *structures sociales* : la religion est remplacée par de nouveaux mythes inventés ou recomposés à partir de mythes plus anciens, et la culture traditionnelle devient une cible régulière selon les circonstances. Dans cette perspective, l'identité sociale des individus laisse place au sentiment d'appartenance à une masse informe façonnable par le pouvoir politique ; les camps pour la jeunesse servent à subvertir l'institution familiale en instillant la peur de la délation dans le milieu scolaire et dans les familles ; la dévotion au chef et à la nation devient progressivement obsessionnelle, etc. En d'autres termes, ce qui est visé c'est la domination sociale totale, en ciblant ceux qui ne s'y intègrent pas, considérés indifféremment comme des ennemis, dont certains doivent faire leur autocritique, souvent pendant des procès, et sont forcés, par la persuasion ou la menace, d'accepter volontairement la sentence qui leur est attribuée. Ce qui nous conduit au politique.

— Au point de vue *politique*, le totalitarisme est la forme de despotisme absolu appartenant au 20^e siècle. Il désigne un régime politique dans lequel un *parti unique* détient la totalité des pouvoirs et ne tolère aucune opposition (= monopartisme). Ce régime exige le rassemblement de tous les citoyens en un bloc unique derrière l'État et le Chef qui l'exprime. Il constitue un mode de fonctionnement de l'État dans lequel celui-ci prétend gérer, outre la vie publique, la vie privée des individus (régime policier, encadrement de la jeunesse et des relations professionnelles...). Un système politique totalitaire est un régime qui a été caractérisé par une série de critères par le politologue Carl Friedrich (1901-1984). Celui-ci fut formé en Allemagne, avant de devenir en 1936 professeur à Harvard, d'où il aida de nombreux intellectuels juifs allemands de s'exiler aux États-Unis, et après la guerre, il travailla pour dénazifier la zone américaine de l'Allemagne. Ces critères sont :

1. Un *parti unique* détient tous les pouvoirs et est dirigé par un *chef charismatique*, avec l'interdiction de toute opposition qu'elle soit organisée ou individuelle,
2. Une *idéologie d'État* qui encadre la population, impose la suppression des libertés et le contrôle total de l'éducation.
3. Un *appareil policier* qui recourt à la terreur et utilise un réseau de surveillance basée sur la suspicion, la dénonciation et la délation.
4. Une *direction centrale de l'économie*.
5. Un *monopole des moyens de communication* et une *propagande* active.
6. Une institutionnalisation de la *Révolution* de prise du pouvoir.

On pourrait ajouter un septième point :

7. Une pratique de *violences* et la *dissimulation des souffrances*.

On a longtemps considéré que le totalitarisme est issu du fascisme, mais cette thèse a été reconsidérée depuis les années 1960, en attribuant au communisme soviétique l'antériorité historique du totalitarisme. Selon la thèse habituelle, Mussolini serait le premier à parler d'« État totalitaire » et à le revendiquer. Dans « l'État total », selon lui, l'individu se définit par rapport au collectif (peuple ou nation). L'État constitue un absolu, qui peut devenir objet d'un culte. Il se militarise

sous la direction du Guide, pour préserver la terreur et assurer sa domination sur les individus. Cette thèse fut souvent associée aux difficultés de la République de Weimar après la première guerre mondiale et la frustration de nombreux Italiens et Allemands, qui souhaitaient restaurer l'honneur perdu, — frustrations, que prirent en charge des chefs charismatiques, en imposant des régimes autoritaires. Ces éléments ne sont pas négligeables, mais le phénomène du totalitarisme et ses violences sans limites qui s'accomplirent sans souci des souffrances humaines est plus complexe, et c'est pourquoi d'autres théories ont été proposées, avec comme pionnier Ernst Nolte. Je crois néanmoins que même cette théorie de Nolte, qui éclaire pourtant d'un jour nouveau cette question, requiert des paramètres supplémentaires, à cause de la complexité historique. C'est dire que le débat n'est pas terminé.

Ernst Nolte (1923-2016) fut l'étudiant de Martin Heidegger et d'Eugen Fink qui l'ont inspiré dans sa méthode phénoménologique, qu'il utilise à travers le modèle *compréhensif* des phénomènes idéologiques du 20^e siècle. Souvent on rapproche son travail à celui de François Furet sur la Révolution française (qui mit en évidence les méfaits de la Terreur) et de Renzo De Felice qui analysa le fascisme italien, avec lesquels Nolte échangea une correspondance²⁷. Son livre *Le Fascisme dans son époque* (1963, tr. fr. 1970), en trois volumes, amorça les controverses, non seulement parce que Nolte rapprocha l'*Action française* avec le fascisme italien et le national-socialisme, mais à cause de sa thèse sur l'antériorité des violences communistes de l'URSS par rapport à celles des Italiens et des Allemands, qui auraient été le résultat d'une réaction anticomuniste.

Ces controverses s'amplifièrent avec ses autres livres : *La guerre civile européenne (1919 à 1945)* (1989, tr. fr. 2000), *Les fondements historiques du national-socialisme* (tr. fr. 2002) et *Entre les lignes de front* (tr. fr. 2008). En montrant l'antériorité de la violence totalitaire en URSS, et en affirmant que les Goulags préfigurèrent les camps de concentration nazis, Nolte posait le problème du totalitarisme européen d'une façon subtile, en l'enracinant dans la politique de Lénine bien avant celle de Staline et de Hitler. En 1997, Stéphane Courtois dirigea, aux Editions Laffont, un volume sur *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression* (840 p.) qui s'est vendu dans le monde à plus d'un million d'exemplaires. Il provoqua à juste titre un traumatisme chez les anciens sympathisants du régime soviétique, et c'est pourquoi les polémiques sont loin de s'achever. La Préface de Courtois a été critiquée également par des auteurs du livre, notamment par Nicolas Werth et Jean-Louis Margolin, dans *Le Monde* (14 novembre 1997). Mais cela ne modifie pas le fond de la problématique de l'ouvrage qui mets bien en évidence les méfaits des totalitarismes, quels qu'ils soient.

En 2008, Stéphane Courtois eut la bonne idée de rassembler certains textes d'Ernst Nolte dans *Fascisme & totalitarisme* (Laffont), avec des introductions et commentaires de plusieurs auteurs qui éclairent d'une façon remarquable l'ensemble

²⁷ La correspondance avec F. Furet fut publiée dans *Fascisme et communisme*, Plon, Paris, 1998.

de la question du totalitarisme, son origine et son développement. C'est cette publication que j'utilise ici. Mais Nolte publia encore d'autres ouvrages importants, non encore traduits, comme *La crise du Système libéral et le développement fasciste* (1968), *Marxisme et Révolution industrielle* (1983) et *La République de Weimar. La démocratie entre Lénine et Hitler* (2006).

Voyons de plus près les trois formes de totalitarisme européens, qui bouleversèrent l'Europe dans la première moitié du 20^e siècle.

(a) Communisme : Dérivé du socialisme, le communisme s'inspira des réflexions politiques, économiques et sociales, exposées par Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1893) dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848). Il proposa une alternative radicalement opposée au capitalisme. Le communisme défend un mode d'organisation sociale fondée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange afin d'établir la propriété collective. Cela suppose des actions violentes, car on voit mal comment pareille radicalisation peut se faire sans une révolution violente. Aussi, pour réaliser cette politique le seul moyen envisagé fut la *lutte des classes*, qui devait (et doit encore) éliminer la classe bourgeoise, qui possède les biens et défend le capital. Le discours qui affirme la lutte est déjà par lui-même un mode de la violence narrative, et sa concrétisation ajoute de la violence réelle. On comprend dès lors que les propos violents se multiplièrent au fil du temps, chez toutes les figures du communisme (Lénine, Staline, Mao, Castro...), et en général ils furent accompagnés d'une concrétisation violente par une série d'intrigues qui provoquèrent des violences et des souffrances. Dans cette action le « capitalisme » a constitué et constitue encore aujourd'hui pour les adeptes de cette façon de penser, la cible permanente, qui est sans cesse diabolisée. Toutefois, conscients de la difficulté de réaliser d'un seul coup ce projet novateur, les protagonistes communistes décidèrent de proposer une phase transitoire entre le système capitaliste et la société communiste sans classe et théoriquement sans État, qualifiée de *dictature du prolétariat*.

Sur le plan historique, l'imposition du communisme fut l'œuvre des *soviets* qui constituaient des conseils de représentants d'ouvriers, de paysans ou de soldats acquis aux idées révolutionnaires pendant les grèves des révolutions russes de 1905 et de 1917. L'instigateur de ce mouvement fut Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924). Or, déjà en 1901²⁸, Lénine aurait déclaré que « nous n'avons jamais renoncé à la terreur et nous ne pourrions pas y renoncer ». Bien plus : « Nous demandons à un homme, où vous placez-vous par rapport à l'idée de révolution ? Êtes vous pour ou contre ? S'il est contre, nous le plaçons contre un mur ». Peu après sa prise de pouvoir, il ajouta : « Est-il impossible de trouver parmi nous un Fouquier-Tinville qui dompterait la violence des contre-révolutionnaires ? ». Et, plus tard, en janvier 1918, il affirmait qu'il fallait « Nettoyer la terre russe de tous les insectes nuisibles »²⁹. Il est utile de rappeler que Antoine Fouquier-Tinville était un avocat

²⁸ Sur tout ceci, voir <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tchéka>.

²⁹ Dadoun, *La violence. Essai sur l'« homo violens »*, Hatier, Paris, 1993 ; pp. 21 ss.

qui prit part à la Révolution française et joua un rôle actif dans le Tribunal révolutionnaire, qui serait responsable de la décision de juger la reine Marie-Antoinette. Victime de la Terreur dont il fut un des animateurs, il fut guillotiné le 7 mai 1795.

Lénine rejoignit d'abord le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », qui était la section russe de la Deuxième Internationale (organisée à Paris, en juillet 1889)³⁰. En 1903, il scinda la section russe formant le courant bolchevik, qui devint un parti politique autonome en 1912. Le 9 octobre 1917, il revint clandestinement à Pétrograd, où le Comité central vota le projet d'une insurrection par dix voix contre deux ; un bureau politique est créé pour guider le soulèvement prévu pour le 25 octobre. Deux jours après la prise de pouvoir, il supprima par décret la liberté de presse, et peu à peu développa la répression contre les anciens tsaristes et les socio-démocrates. C'est dans ce contexte que fut créée la *Tchéka*, qui était la police de répression du régime, dirigée par Félix Dzerjinski. Un des chefs de la Tchéka indiquait le 1^{er} novembre 1918 que :

« La Commission extraordinaire n'est ni une commission d'enquête, ni un tribunal. C'est un organe de combat dont l'action se situe sur le front intérieur de la guerre civile. Il ne juge pas l'ennemi : il le frappe. Nous ne faisons pas la guerre contre des personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait, en acte et en paroles, contre le pouvoir soviétique. La première question que vous devez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelle est son origine, son éducation, son instruction et sa profession »³¹.

Ce texte est capital, car il indique bien, non seulement la violence délibérée, mais surtout que cette violence concerne une *classe* sociale, faisant de la lutte de classe le moteur d'extermination. Les Nazis remplacèrent la notion de « classe » par celle de « race », qui aboutit à l'extermination de plus de six millions de personnes dont la plupart des Juifs. Les bolcheviks, nous le verrons, n'ont pas été plus modestes dans leurs décisions, mais ils accomplirent à leur façon une répression comparable, sans jamais manifester, non plus, des sentiments pour les douleurs et les souffrances de victimes.

Le parti bolchevik s'appropriera le nom de « soviets », donnant naissance à la Russie soviétique. Une fois l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) édifiée, le Soviet devint le nom d'une Assemblée de représentants du peuple, élus à plusieurs niveaux (canton, district, province...), constituant un organe à la fois législatif et exécutif :

- Le *Soviet de l'Union* avec un député pour un certain nombre d'habitants.
- Le *Soviet des nationalités* avec un certain nombre de députés pour chaque

³⁰ Je rappelle que la Première Internationale fut organisée à Londres au SaintMartin's Hall, le 28 septembre 1864, et se constitua en des sections nationales de plusieurs pays (Belgique, France, Suisse, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Autriche et Etats-Unis. En 186ç l'opposition entre Karl Marx, théoricien de la centralisation de la gestion de l'association, et Makheil Bakounine, défenseurs d'une idéologie anti-autoritaire, provoque une première scission, qui aboutit à l'exclusion de ce dernier après la Commune de Paris (1871). Cette première tentative disparut en 1877, laissant ouverte la possibilité d'une Deuxième Internationale, l'Internationale ouvrière de 1889.

³¹ S. Courtois, *Le livre noir du communisme, op. cit.*, p. 13.

république fédérée, territoire ou district.

— La réunion de ces deux Soviets constituait le *Soviet suprême*, la plus haute instance du pouvoir, dont les compétences étaient, en réalité, limitées, le pouvoir étant détenu par le *Parti communiste de l'Union soviétique*.

Le terme *bolchevisme* désigne le courant politique « révolutionnaire marxiste », né en Russie en 1903, et dont Lénine fut le principal artisan avec Gueorgui Plekhanov (1856-1918), fondateur du mouvement social-démocrate, qui rejoint les *mencheviks*. Ce courant minoritaire de tendance socio-démocrate était dirigé par Julius Martov (1873-1923), qui fut un homme politique modéré, et qui souhaitait promouvoir l'action parlementaire. Le terme « bolcheviks » (ou bolcheviques) désigna d'abord les membres les plus radicaux du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (POSDR) constitué en 1903, lorsque Lénine, on l'a vu, forma la section russe de la Deuxième Internationale. Cette faction qui se constitua, on l'a vu aussi, en parti indépendant en 1912 considérait qu'en raison du manque de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, il fallait d'abord éduquer, et pour se faire, le parti devait être constitué comme une avant-garde chargée de propager les idées de la révolution. C'est par ce biais qu'émergea l'idée de « la dictature du prolétariat » qui différait l'avènement d'une démocratie populaire. Dès 1917, les bolcheviks refusèrent de partager le pouvoir avec les autres partis politiques. C'est pourquoi les mencheviks les accusèrent de coup d'État. Écartés du pouvoir, les partisans des mencheviks furent persécutés, et certains d'entre eux rejoignirent les armées tsaristes (armées « blanches ») pour combattre l'armée rouge des communistes. Ils furent probablement parmi les premières victimes de purges léninistes.

D'autre part, le comité révolutionnaire du soviet de Pétrograd était dirigé par Léon Trotsky (= Lev Davidovitch Bronstein, 1879-1940) qui fut l'un des fondateurs de l'« Armée Rouge », et le théoricien de la Terreur comme système de gouvernement. Il soutenait que la violence politique consiste à une pratique qui doit terroriser l'adversaire. Il déclara dès 1917 : « Nous n'entrerons pas dans le royaume du socialisme gantés de blanc sur un parquet verni ». Cela ne l'a pas empêché de s'opposer, plus tard, à la bureaucratisation du régime par Staline, qui l'exclut du gouvernement en 1924 et le bannit de l'URSS en 1929, avant de l'assassiner par ses agents en 1940. Or, dans sa politique répressive, Trotski avait peu de scrupules pour justifier les arrestations et les perquisitions : « Vouloir renoncer à toutes les répressions en pleine guerre civile signifie renoncer à la guerre civile ». Désormais « l'utilisation de la terreur et de la force politique oppressive prend un caractère systématique »³². Je reviendrai plus loin à Trotsky, lorsque je traiterai du Terrorisme.

En somme, le nouveau pouvoir soviétique utilisa d'entrée de jeu la violence narrative qu'il concrétisa par la violence réelle, multipliant les victimes et les souffrances. Il justifia au début cette pratique par la Guerre civile. Rien de plus facile dès lors qu'une Révolution (qu'elle soit justifiée ou non) s'imposait par la violence et qu'en face, la résistance multipliait les victimes et les souffrances. D'ailleurs les

³² *Ibid.*

dirigeants des armées tsaristes (dite *armées blanches*) affirmaient sans cesse qu'ils répondaient par la violence à la violence des *armées rouges*.

La guerre civile débuta dès novembre 1917, Les bolcheviks pénétrèrent dans les régions ouvrières (Ivanovo, Kostroma, mines de l'Oural) où les soviets locaux avaient déjà préparé le terrain. Dans d'autres régions, ils s'allièrent avec des opposants à l'ancien régime en prenant les places fortes par la violence (Kazan, Samara, Saratov, Nijni Novgorod, etc.). Dans les régions agricoles, où leur autorité était quasi inexistante, il s'engagèrent dans des combats violents avec de nombreuses victimes civiles (Koursk, Voronej, Orel, en Sibérie, etc.). C'est dire que la guerre civile qui dura jusqu'en 1923, avec une période plus calme après 1921 — qui permit la mise en place de la « Nouvelle politique économique » (NEP) —, fut sanglante et provoqua des famines et de nombreuses souffrances. En 1922, le parti prit un nouvel intitulé : « Parti communiste de l'Union soviétique ». Ces persécutions furent le prélude d'une série d'exterminations, ignorées ou dissimulées, non seulement en URSS, mais également en Occident, distordant les origines réelles du totalitarisme moderne. Les interventions étrangères n'arrangeaient pas les choses. Par exemple, le soulèvement en Finlande en janvier 1918 fut réprimé par les armées blanches avec l'aide des Allemands. Il fut qualifié de « Terreur blanche ». C'était un des événements qui amplifia la guerre civile. Celle-ci fut un volet de la violence totalitaire, l'autre étant interne à la politique de Lénine et ensuite de Staline. Je reviens sur cette question dans la suite, dans le cadre d'une analyse plus précise de la violence politique.

(b) Fascisme : culte de la personnalité, corporatisme, hiérarchie, liens avec le capital... À l'origine, le mouvement fasciste fut créé dans le cadre d'une idéologie de gauche, issue du mouvement des *Faisceaux* italiens de combat, formé avant la guerre de 1914, par des partisans de l'intervention italienne. Le terme « faisceau » fut donc au départ un symbole de la gauche radicale avant qu'il soit approprié par Mussolini, lui-même sympathisant de gauche dans sa jeunesse. Il fut utilisé en 1914 pour désigner les idées de militants révolutionnaires favorables à l'entrée en guerre.

En effet, le 7 octobre 1914, plusieurs militants, dont des syndicalistes (Libero Tancredi / pseudonyme de Massimo Rocca, Filippo Corridoni et Cesare Rossi annonçaient la formation du « Faisceau révolutionnaire d'action internationaliste », en prenant pour cible les Empires centraux, qui représenteraient un pouvoir conservateur catholique (surtout clérical) et financier. Ils annoncèrent la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir et réaliser une authentique société socialiste avec l'organisation d'une élite révolutionnaire. Ce manifeste fut également signé par Michele Bianchi, un homme de gauche et militant socialiste, qui fut un des membres du groupe restreint autour de Benito Mussolini lors de la Marche sur Rome, et qui adopta après 1922 l'idéologie fasciste. Mussolini ne signa pas le manifeste, mais s'accorda avec l'ensemble de ceux qui s'opposaient à la neutralité de l'Italie.

La parution de ce manifeste fut suivie de la création le 11 décembre 1914 du « Faisceau d'action révolutionnaire interventionniste » qui prit le relais. Ce lien

historique du fascisme avec des militants de gauche n'est pas négligeable, car aussi bien le socialisme de l'époque que le fascisme naissant avaient pris comme cible, non seulement les partis réactionnaires et catholiques, mais également les libéraux. C'est pourquoi le fascisme mit en question les deux principes fondamentaux du libéralisme : 1° le caractère inaliénable de la liberté et des droits de l'homme, en particulier les droits individuels ; et 2° la liberté des marchés concurrentiels.

D'après les libéraux de l'époque, ces deux principes supposent la défense permanente de la liberté et le projet de réaliser la prospérité de tous les citoyens. Il faut souligner que cette mise en question s'accorde aux positions également du communisme bolchevique et du nazisme. Ce qui montre que l'apport le plus extraordinaire des Lumières anglo-écossaises, qui fonda le libéralisme moderne et, par lui, la démocratie moderne, furent et sont encore les cibles des totalitarisme de tous les bords. Dans cette haine à l'égard du libéralisme, le nazisme tient une place centrale.

(c) Nazisme : il s'agit en fait du *national-socialisme*, qui constitue l'idéologie du « Parti national-socialiste des travailleurs allemands » (NSDAP = **N**ationalsozialistische **D**eutsche **A**rbeiter**p**artei). IL fut le parti d'extrême-droite dirigé par Adolf Hitler à partir de 1920, après le traumatisme de la défaite de l'Allemagne lors de la première guerre mondiale. En plus des données que je viens d'énumérer, le nazisme est fondé sur le principe de la supériorité de « la race aryenne », en considérant certaines communautés (les Juifs, les tziganes..., des handicapés et des homosexuels...) comme des races inférieures, qu'il faut exterminer, ce qui suppose une hiérarchie raciale, différente des hiérarchies traditionnelles. Il combine ainsi le racisme biologique à l'antisémitisme (qui avait déjà une longue histoire depuis l'Antiquité..., et qui fut aussi, on vient de la voir, au cœur de l'idéologie de l'*Action Française*). Il prônait aussi la conquête d'un « espace vital » pour l'Allemagne.

Le régime s'installa le 30 janvier 1933 avec la désignation de Hitler comme chancelier, et dura jusqu'à la capitulation le 8 mai 1945. Il inaugura le *III^e Reich* (15 mars 1933) par une cérémonie à Postdam sur le tombeau de Frédéric II de Prusse. Il s'agit-là d'un paradoxe du régime qui glorifia le fondateur de la Prusse, qui fut un adepte des Lumières et franc-maçon, alors que le nazisme s'appliqua à détruire les valeurs des Lumières et extermina les Juifs et les maçons, avec le slogan du complot judéo-maçonnique. Mais, dès le début, la répression prit pour cible les socio-démocrates, les socialistes et les communistes. En quelques semaines, plus de 50.000 communistes furent arrêtés, et de 1933 à 1939, le chiffre s'est élevé à près de deux cents milles. Le premier camp de concentration fut établi à Dachau par Heinrich Himmler le 20 mars 1933 ; le suivant à Buchenwald date de 1937, et celui de Ravensbrück pour les femmes, suivit deux ans plus tard. Enfin, rappelons que bien avant 1933, le parti nazi forma en 1921 une « Section d'Assaut » (SA = *Sturmerbteilung*), qui fut dirigée un temps par le général Ernst Röhm, et qui constitua les « chemises brunes ». Mais celui-ci était adepte d'une révolution sociale anti-capitaliste dans le sillage de la révolution politique. Himmler et Göring, deux étoiles

montantes du mouvement nazis, fomentèrent l'idée d'un complot militaire de Röhm qui provoqua la célèbre « Nuits de couteaux », où l'on assassina Röhm et environ deux cents de ces partisans. Dans la suite, on remplaça cette section de celle des « Escadron de protection », les célèbres SS (*Schutzstaffel*).

Mais le nazisme mit la violence narrative au cœur du régime, au moyen de la propagande de Göring. Il suffirait d'analyser l'ouvrage de Hitler *Mein Kampf* (Mon combat), écrit entre 1924 et 1925, pour découvrir toute la violence et la haine narrative, qui fut au fondement du mouvement nazi : ultra-nationalisme, revanchisme, irrédentisme, pulsion de guerre, etc.

4. La violence en politique

Comme je l'ai déjà souligné, si l'on lit attentivement la littérature politique et idéologique dans les années 1960-1980, il faut apporter une sérieuse nuance dans la problématique des dictatures, surtout autour de la dualité *fascisme* (donc aussi nazisme) et *communisme*. La défaite historique des pays fascistes et la victoire des pays démocratiques et des pays communistes produisit une distorsion quant à la perception de la violence des régimes communistes, et plus spécialement de celui de l'URSS. Comme je l'ai souligné, on avait ignoré à cette époque la violence narrative des dirigeants soviétique à commencer par Lénine qui fit à l'origine de pratiques d'exclusion, de purges, de prophylaxie sociale, de purification et d'élimination de tous ceux qui ne se pliaient pas aux diktats du nouveau régime³³. Plus grave, pendant de nombreuses années, on occulta les massacres et génocides accomplis, non seulement par Staline, comme Nikita Krouchtchev (1894-1971) (Secrétaire général du Comité central du Parti communiste, exclu du pouvoir en 1964) a voulu nous faire croire, mais également par Lénine. En fait, il convient de distinguer deux époques dans la prise de conscience du caractère totalitaire du communisme : la destalinisation et la réminiscence des violences de Lénine.

La destalinisation a certes commencé à la mort de Joseph Staline après mars 1953, mais au début on parlait uniquement de purges administratives limitées, avant que Krouchtchev dévoile dans une séance à huis clos, à la fin du 20^e Congrès du Parti le 24 février 1956, un *Rapport secret* qui dénonçait le culte de la personnalité et les crimes du stalinisme. Bien que ce rapport n'ait été officialisé qu'à partir des années 1980, son contenu fut rapidement connu, sans doute par des documents vendus à des services secrets étrangers, dans les jours qui suivirent le Congrès. Le document fit état de déportations massives, des camps de travail, d'arrestations arbitraires, d'exécutions d'anciens compagnons, et d'éliminations des opposants, à partir de 1934. Or, on sait aujourd'hui que les Camps de travail forcé (Goulag= Administration centrale des camps) avaient été formés en 1930 et durèrent jusqu'en 1953 au moins. Pendant la période la plus tragique de la Terreur des années 1936-1938, dite des « Grandes Purges », on dénombre près de sept cent mille exécutions et

³³ . R. Dadoun, *op. cit.*, pp. 21 ss.

près de cent cinquante mille morts dans les camps de travail et les colonies du Goulag, qui rassemblaient plus d'un million huit cents milles détenus. Cette seule information permet de voir le parallélisme entre totalitarismes fascistes et nazis et totalitarismes communistes. Mais pour arriver à cette constatation, l'histoire du totalitarisme fut souvent confuse. D'où l'importance du travail de Stéphanne Courtois, aussi critiquable soit-il. Son *Introduction* à l'édition et à la présentation de l'ouvrage Ernst Nolte, *Fascisme & totalitarisme*³⁴, est éclairant et développe cette question avec une rare clarté, en partant du travail de Nolte sur le fascisme.

Il rappelle qu'en 1970, lorsqu'il voulait vendre les trois volumes du travail de Nolte où il développait trois formes de fascisme — l'« initial », avec l'Action française, le « normal », avec Mussolini et le « radical », avec le national-socialisme —, il fut accusé par ses camarades de gauche de diffuser de la littérature fasciste, alors qu'il s'agissait d'une œuvre sur le fascisme. Et il ajoute :

« Je m'attendais répondre que les camarades Staline, Dimitrov ou Mao avaient déjà dit tout ce qu'il y avait à dire sur la question et beaucoup mieux que n'importe quel " historien bourgeois ". *Tel était le marxisme-léninisme dans son époque, où le mot " fascisme " était utilisé par la mouvance communiste et d'extrême gauche comme une arme polémique destinée à disqualifier toute personne d'opinion opposée, voire un concurrent politique du même bord — les communistes n'avaient-ils pas traité jusqu'en 1934 les socialistes de " sociaux-fascistes " et, après 1936, les troskistes d' " hitléro-trotskyistes " —, et, où, des années 1930 aux années 1970, le slogan de ralliement était devenu " le fascisme ne passera pas " ?* »³⁵.

Ce témoignage illustre admirablement une variante de la violence narrative, qui englobe, non seulement une droite bourgeoise mais également des socio-démocrates. Aujourd'hui la violence narrative à l'égard du fascisme est devenue triviale et habituelle, et interpelle moins que dans les années 1970. En revanche, c'est le néolibéralisme qui devient le cible principale, souvent avec des confusions et des simplifications outrancières qui occultent la réalité de la technico-économique actuelle. Quant au communisme, le choc que provoquèrent dans les milieux de la gauche les dénonciations de son caractère totalitaire, milieux qui avaient longtemps cru à la valeur éminente de cette idéologie, modifia progressivement nos rapports à l'égard des régimes totalitaires. Au point que même Marx a été exclu des cours académiques, occultant le fait qu'il fut le pionnier dans l'étude de l'aliénation sociale et de la compréhension des douleurs et des souffrances des ouvriers. Il est vrai, comme je ne cesse de le clamer, la question de la souffrance n'intéresse pas les intellectuels et les philosophes...

Le point de départ du traumatisme de la gauche pro-communiste débuta avec la dénonciation du stalinisme par le *Rapport secret* de Krouchtchev. Ce *Rapport* amorça le procès de l'ancien dictateur mais pas nécessairement le procès du système qu'il a hérité de Lénine et qu'il a radicalisé, ni le procès du parti qui l'a soutenu mais qui est envisagé comme étant distinct, ni encore de la politique économique fondée

³⁴ E. Nolte, *Fascisme & totalitarisme*, Laffont, 2008, pp. VII-LXV.

³⁵ S. Courtois, *op. cit.*, pp. VII-VIII (je souligne).

sur la planification et la collectivisation, et encore moins de la doctrine marxiste-léniniste. C'est la personne de Staline qui fut la cible principale, en prenant comme référence l'année 1934, moment où fut consacré le culte de la personnalité et mis en œuvre l'apologie de l'homme communiste comme un surhomme, résultat de la lutte des classes, qui justifiait l'élimination de tout ce qui ne s'y accordait pas. Cette double divinisation justifiait, à ses yeux, une politique d'extermination et de terreur à l'égard de toute personne qui ne se pliait pas à cette vision des choses. Et c'est la raison pour laquelle on accusa Staline d'avoir entrepris une politique de déportations massives, des camps de travail, d'arrestations arbitraires, d'exécutions d'anciens compagnons, et d'éliminations des opposants, à partir de 1934. Il est d'ailleurs utile de rappeler que Krouchtchev fit son ascension politique à l'époque de Staline et contribua aux purges, suite au soutien qu'il eut de Lazare Kaganovitch, figure centrale de l'armée rouge lors de la guerre civile russe (1917-1923) : il fut responsable bien avant 1934, de certaines purges staliniennes et surtout de la politique de l'extermination des populations par la faim (= *Holodomor*) en 1932-1933 en Ukraine, qui fit entre deux millions et cinq millions de morts, parce que les collectes agricoles ayant échoué, le pouvoir soviétique porta la responsabilité sur les opposants au régime qui auraient saboté l'opération. Comme l'indique l'article de Wikipédia sur Kaganovitch :

« Le 2 novembre 1932, la commission présidée par Kaganovitch adopte la résolution suivante : « À la suite de l'échec particulièrement honteux du plan de collecte des céréales, [on doit] obliger les organisations locales du Parti à casser le sabotage organisé par les éléments koulaks contre-révolutionnaires, anéantir la résistance des communistes ruraux et des présidents de kolkhoze qui ont pris la tête de ce sabotage. » À partir de ce moment-là, les opérations « anti-sabotage » se multiplient et les victimes se compteront par dizaines de milliers, sans compter les déportations de villages entiers. Nikita Khrouchtchev s'illustrera d'ailleurs également par sa férocité durant cette sombre période, en Ukraine. Il a été calculé qu'au plus fort de la famine, jusqu'à 33 000 personnes mouraient de faim chaque jour dans cette région. Le cannibalisme réapparaîtra. Le 13 janvier 2010, Lazare Kaganovitch, jugé à titre posthume, a été reconnu coupable de "génocide du peuple ukrainien en 1932-1933" par la cour d'appel de Kiev »³⁶.

Le caractère intentionnel de nombreuses actions de la « grande famille » (*Holodomor*), mis en évidence par Alexandre Soljenitsyne, dans *L'archipel du Goulak* (publié en France en 1974) fut souvent nié par les communistes dans une démarche négationniste ; mais les études récentes confirmèrent cette pratique³⁷. C'est dire que la violence prend différentes formes et souvent sa description par des modes variés de la violence narrative n'est pas toujours reconnue, son occultation étant le résultat de différentes stratégies négationnistes, le plus souvent parce que les adeptes d'une idéologie totalitaire, qui a instauré la terreur et s'est imposée par des massacres, ne peuvent croire que cela a été possible. C'est pourquoi en URSS le révisionnisme domina au cours des années 1970-1980. Porter pour ainsi dire le

³⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Lazare_Kaganovitch.

³⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Holodomor#cite_note-7, qui renvoie au travail de Frank E. Sysyn, *The Famine of 1932-33 in the Discussion of Russian-Ukrainian Relations*, en ligne.

« chapeau » de la violence au seul fascisme fut une stratégie de défense subtile, qui est aujourd'hui en régression, mais avec des résistances, souvent au moyen de justifications peu pertinentes, comme celles qui disent que ces deux types de violences ne sont pas du même type, car les intentions ne sont pas identiques, celle de l'extrême droite étant néfaste, tandis que celle de l'extrême gauche étant justifié.

Cette attitude domina longtemps dans les études, au point que même Raymond Aron, entre autres, crut spécifier la singularité du nazisme par le génocide des Juifs³⁸. Le mérite revient à Alain Besançon d'avoir répondu, en 1980 (après la publication de *L'Archipel du Goulag*), à cette attitude discriminatoire, en montrant que la volonté nazi de détruire une race (les Juifs) n'est pas plus infâme que celle des communistes de détruire une classe (la classe bourgeoise)³⁹. Ce qui obligea Aron de reconnaître plus tard que le communisme ne lui était pas moins odieux que le nazisme⁴⁰. Alain Besançon parla d'amnésie des crimes du communisme et d'hypermnésie des crimes du nazisme. Par suite s'est posée la question de savoir si « l'Archipel du goulag » n'était pas plus originel qu'Auschwitz en perpétrant des crimes par les bolcheviks « pour raison de classe », au point d'être un précédent logique et factuel des crimes « pour raison de race ». Nolte qui, on l'a vu, avait introduit cette thèse, précisait, sous forme d'une hypothèse de travail, qu'« on s'égarait profondément à considérer un *seul* assassinat et un *seul* assassinat de masse sans vouloir tenir compte de l'autre, bien qu'il existe *vraisemblablement* entre eux un lien de causalité »⁴¹.

On comprend que ce type de propos ait provoqué un débat en France, les uns insistant sur une différence irréductible entre les deux totalitarismes et les autres montrant qu'ils sont semblables. Mais la chute du Mur de Berlin en 1989 modifia cette attitude à cause des témoignages venant massivement de l'Est et de l'arrivée de documents qui révélaient le vrai visage de « la bureaucratie totalitaire communiste ». En 1995, les livres de Martin Malia, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991* et de François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idéologie communiste au XX^e siècle* aidèrent au renouvellement du débat⁴². L'élément nouveau, on l'a vu, fut l'attribution à Lénine du « communisme de guerre » entre 1918 et 1921. À quoi on peut ajouter maintenant : le Plan quinquennal et la collectivisation de la paysannerie en 1928, qui précédaient « toutes les mesures généralisées par Staline à partir en 1928-1929 ». Comme le précise Stéphane Courtois, « souligner la continuité entre Lénine et Staline — désormais très largement démontrée par les archives —, c'est s'interroger sur le rôle du groupe bolchevik comme premier mouvement totalitaire de l'histoire ». Mais il ajoute aussitôt que les communistes ne pouvaient admettre cette réalité, car cela réduirait « l'ensemble de

³⁸ R. Aron, « État démocratique, États totalitaires », dans *Penser la liberté, penser la démocratie*, Gallimard, 2005, pp. 55-106. Cf. S. Courtois, *op. cit.*, p. XIII.

³⁹ A. Besançon, *Présent soviétique et passé russe*, LGF, Paris, 1980, pp. 147-148.

⁴⁰ Cf. S. Courtois, *ibid.*

⁴¹ E. Nolte, *Fascisme & totalitarisme*, *op. cit.*, p. 865 ss.

⁴² Parus respectivement au Seuil et Laffont. La seconde édition du livre de F. Furet, dans *Penser le XX^e siècle*, Laffont..

l'expérience communiste », et c'est pourquoi ils s'appliquèrent à promouvoir le nazisme comme le symbole unique du « Mal absolu » au 20^e siècle. Une réponse percutante à cette attitude vint de la publication par *Le livre noir du communisme* S. Courtois, N. Werth et J.-L. Panné⁴³, auquel j'ai déjà fait allusion

Ce type d'argument occulte néanmoins le fait que toute violence produit des souffrances humaines. *Je crois que le point commun de toutes les formes de totalitarisme est d'instrumentaliser les êtres humains et d'oblitérer l'importance de la souffrance humaine.* D'ailleurs, ce qui m'a surpris le plus depuis que je travaille sur la violence, c'est que les études sur les régimes autoritaires de toutes sortes s'intéressent peu aux souffrances qu'ils provoquent, et souvent c'est le nombre de victimes qui semble le critère le plus pertinent pour montrer leur cruauté. Ce n'est pas une coïncidence si le totalitarisme stalinien a été honni depuis qu'on a découvert ses millions de victimes, qui lui assurait depuis une place à côté des totalitarisme fascistes et nazi, une place que rejoint aujourd'hui Lénine et d'autres régimes communistes, comme par exemple celui du Cambodge.

Pour achever ce paragraphe sur la violence politique, il me semble utile d'actualiser et de rendre compte de la violence narrative à partir des écrits de Jean-Luc Mélenchon qui possède l'art du pamphlet d'une façon personnelle et séduisante pour le lecteur. J'ai déjà fait allusion au slogan de son livre *Qu'ils s'en aillent tous*, qui, toutes proportions gardées, est analogue au langage de Léon Daudet de l'*Action Française*. Je comprends que si Jean-Luc Mélenchon lisait ces lignes, il serait furieux, surtout parce que j'ose le rapprocher d'un penseurs de l'*Action Française*. Et c'est avec raison qu'il pourrait se défendre en disant que son idéologie est très éloignée de celle de Daudet. Sauf, qu'il se plaît aussi, comme tous les nationalistes et tous ceux qui manifestent leur haine à l'égard du libéralisme, d'utiliser un langage violent, qui subvertit la liberté démocratique et alimente les souffrances morales de ceux à qui il s'adresse, mais aussi de tous ceux qui ne croient pas que ce type de discours peut aider à la vie commune en démocratie. Par ce type de langage, je crois que Jean-Luc Mélenchon assume ce qui constitue *l'inaccomplissement historique de la démocratie, c'est-à-dire son incapacité jusqu'ici de dépasser le stade de la violence discursive qui la transforme en théâtre tragique dans ses débats au point de disqualifier aux yeux des citoyens le politique, au lieu de s'appliquer à dépasser également la violence discursive pour promouvoir la délibération et la concertation afin de réaliser des projets communs en faveur de tous, au lieu d'alimenter le brasier des souffrances psychiques et morale.* Commençons par le citer :

« “ Qu'il s'en aillent tous ! ” Ce sera demain le slogan de millions de gens. Ils iront prendre aux cheveux les importants parce qu'ils sont excédés de les voir piller et saccager notre pays, gaspiller les efforts des travailleurs, dilapider les savoir-faire, solder nos innovations et condamner la population de la cinquième puissance économique du monde à une misère croissante et au recul de tous les acquis sociaux arrachés en un siècle et demi d'Histoire. Ils le feront, révoltés par les mœurs arrogants des amis de l'argent, écœurés par le mode de vie égoïste qu'ils imposent, indignés

⁴³ Parus aux Ed. Laffont, 1997.

par les attrape-gogos du genre “ Travailler plus pour gagner plus ”, “ Moraliser le capitalisme ”, “ Grenelle de l’environnement ”, j’en passe et des meilleures. C’est clair ? Les belles personnes, les satisfaits, leurs griots et tous les donneurs de leçons qui tiennent le haut du pavé peuvent s’étrangler d’indignation. Ils peuvent brandir leur dérisoire carton rouge : “ Populisme ! ”, “ Dérapage ! ” J’assume »⁴⁴.

Puis, Mélenchon s’en prend, non seulement aux gouvernants de droite et socio-démocrates, mais à tous ceux qui possèdent de l’argent, sans se poser la question du lien entre la valeur actuelle des inventions dans les nouvelles technologies qui démocratisent les objets d’usage (ordinateurs, téléphones mobiles, distribution rapide de livres, etc.) et les bénéfiques faramineux de leurs concepteurs, qui creuse les inégalités d’une façon légale et légitime, ignorant ainsi le statut de la contemporanéité. Reprenant la thèse traditionnelle du marxisme de la marchandisation du monde, jusqu’à un certain point pertinente, il affirme :

Ils « transforment tout ce qui est humain en marchandise, les émigrés fiscaux, les financiers dont les exigences cancérisent les entreprises. Qu’il s’en aillent aussi les griots du prétendu “ déclin de la France ” avec leur sales refrains qui injectent le poison de la résignation. Et pendant que j’y suis, “ Qu’ils s’en aillent tous ” aussi ces antihéros du sport, gorgés d’argent, planqués du fisc, blindés d’ingratitude. Du balai ! Ouste ! De l’air ! ».

La *purge* n’est pas sans arrière-pensée, puisqu’il propose une antithèse, car le pays regorge de talents qui sont « bloqués derrière le mur d’argent », de sorte que les partant seront remplacés par des meilleurs qu’eux... « plus loyaux avec leur patrie républicaine »⁴⁵. Le langage n’est pas éloigné de celui du nationalisme que j’ai relevé de l’Action Française, mais au lieu de se référer aux valeurs royales et de tous ce qu’elles entraînent du passé de la France, Mélenchon fait appel à « la patrie républicaine » et se réfère aux révolutions « qui, depuis dix ans, régénèrent, l’un après l’autre, les pays de l’Amérique du Sud. Son modèle, comme pour d’autres leader de l’extrême gauche, par exemple Alexis Tsipras, est la figure de Chavez. Je ne sais pas ce que Jean-Luc Mélenchon pense aujourd’hui de ce régime en dérive au Venezuela, où les 80% de la population vivent dans la misère et les souffrances, et où toutes revendications et toutes résistances sont réprimées par la violence... Or, si ce modèle qu’il veut imposer au Français n’est pas manifestement le meilleur, ni le plus humain, le responsable de tous les maux est-il vraiment aussi redoutable qu’il l’affirme ? Il s’agit bien sûr, à ses yeux, l’Allemagne, diabolisée aujourd’hui un peu partout, mais qu’il porte en dérision d’une façon simpliste et dangereuse, que peut résumer cette phrase plein de sous-entendus, d’une violence rare : « le poison allemand est l’opium des riches ».

Jean-Luc Mélenchon y consacra son ouvrage *Le hareng de Bismarck (Le poison allemand)*⁴⁶, que, dit-il, il a décidé d’écrire :

« après avoir vu de quelle manière odieuse la nomenclature allemande a traité le nouveau gouvernement grec d’Alexis Tsipras et le peuple au nom duquel il parle. Une étape est franchie.

⁴⁴ J.-L. Mélenchon, *Qu’ils s’en aillent tous !*, op. cit., p. 9.

⁴⁵ Id., *ibid.*, pp. 9-10.

⁴⁶ J.-L. Mélenchon, *Le hareng de Bismarck (Le poison allemand)*, Plon, Paris, 2015.

Arrogante comme jamais, l'Allemagne est rendue aux brutalités, chantage et punitions pour ceux qui n'obéissent pas au doigt et à l'œil au nouvel ordre des choses qu'elle est parvenue à imposer. Une nouvelle saison cruelle de l'histoire vient de commencer en Europe. Je prends la plume pour alerter : un monstre est né sous nos yeux. L'enfant de la finance dérégulée et d'un pays qui s'est voué à elle, nécrosé par le vieillissement accéléré de sa population. L'un ne serait pas sans l'autre. Cette alliance est en train de remodeler le vieux continent à sa main. Dès lors l'Allemagne est, de nouveau, un danger (...). Il avait été promis de faire l'Europe sans défaire la France. Les deux sont en train d'être dissoutes dans un potage nauséabond cuisiné en Allemagne. Mijotent dans la même marmite la cupidité, un futur borné par le vieillissement, la volonté de puissance, et la foi effrayante de devoir faire le bonheur des autres malgré eux. Allemands et Français ont un intérêt commun à mettre tout cela en échec. S'il faut se tenir la main dans la main, que ce soit pour vouloir le bien commun plutôt que pour déplorer la casse »⁴⁷.

Je me suis permis de citer ce long texte, car, à travers la violence narrative qu'il déploie, il met en évidence avec intelligence l'opposition entre le mal et un bien possible, avec l'ombre d'un nationalisme sous-jacent qui, comme tout nationalisme, comprend ses propres échecs et ses insuffisances comme résultat des intérêts et des mauvaises décisions d'un autre, en l'occurrence de l'Allemagne devenue de nouveau puissante, et donc devenant désormais une fois encore un danger. L'argumentation du livre et le style sont d'un grand intérêt, et demande une analyse approfondie. Mais j'ai l'impression que la violence narrative qui le traverse en prétendant dévoiler les intrigues réelles et les complots du capitalisme allemand défigure la réalité, par des simplifications outrancières.

En insistant, par exemple, sur le vieillissement de la population allemande comme une cause de sa politique, suffit à montrer que Jean-Luc Mélenchon a peu de connaissances de la réalité économique allemande depuis le 19^e siècle, dont la puissance fut et est toujours encore fondée sur le lien entre sciences chimiques et industries, ce qui requiert la mise en place d'un système financier complexe et d'une organisation syndicale circonstanciée, mais aussi une capacité d'adaptation (certes critiquable, mais efficace), comme le montre la politique de Schröder, un socio-démocrate qui, selon les termes de Mélenchon, « a déverrouillé l'ancien système au profit de la finance libre », etc. Si telle fut la politique allemande ne doit-on pas commencer à analyser les raisons de telles décisions par un gouvernant de gauche, plongé dans la contemporanéité, constituée par le système technico-économique complexe et les aspirations démocratiques soumises au monde communicationnel immaîtrisables ? La simplification facile rend sans doute le discours véhiculé par la violence narrative séduisant (c'est la base du populisme), mais elle *défigure* la réalité complexe. C'est cela le plus grand danger aujourd'hui et nullement l'Allemagne, qui semble chercher à réaliser un projet européen adapté à notre contemporanéité...

C'est pourquoi, lorsque Jean-Luc Mélenchon parle de la Grèce, en diabolisant l'Allemagne qui, selon lui, maltraiterait son ami sympathique et attachant, Alexis Tsipras, il devrait commencer à se demander : 1° si les promesses de celui-ci au peuple grec n'étaient pas démagogiques et irréalisables, mais suffisantes pour acqué-

⁴⁷ Id., *ibid.*, pp. 7-9.

rir le pouvoir (d'ailleurs à la portée de la main, sans devoir promettre quoi que ce soit) — ce qui le prouve d'ailleurs, c'est le revirement complet de la politique de Syriza dès juillet 2015 (c'est-à-dire six mois après sa victoire électorale) ; et 2° si le mal grec n'était pas dû avant tout aux Grecs eux-mêmes, gouvernements précédents et peuple grec qui profita des dérèglements successifs depuis l'Indépendance de la Grèce⁴⁸. Dans un article de Marie Verdier dans le journal *La Croix* du 12 février 2015, sous le titre « La Grèce est-elle réformable ? », elle reprend de mon étude dans *Les Temps modernes*, ce qui suit : « Nous avons tous mangé au même râtelier ! », s'était écrié le ministre socialiste Théodoros Pangalos en 2009. Ces propos, que rapporte Lambros Couloubaritsis, expliquent selon lui “ la résistance incivique des privilégiés du régime peu enclins à sacrifier les avantages que leur a conféré un système clientéliste ”». Mais avant de quitter Jean-Luc Mélenchon qui profite avec raison de la liberté dans notre monde communicationnel démocratique, qui permet également les excès, il me semble intéressant de pointer, dans son livre, la critique qu'il adresse au quotidien *Bild* (bien connu pour la violence narrative en politique étrangère), pour parce qu'il a utilisé, entre autres, l'expression « les Grecs dehors » de l'Eurozone (et non comme il dit de l'Union européenne). Mais n'est-ce pas Mélenchon, on l'a vu, qu'il consacra un livre intitulé *Qu'ils s'en aillent tous ! ?* Pourquoi un journal allemand n'aurait pas le droit d'utiliser la même chose pour les Grecs ? Lorsqu'on nage dans une mer où règne la violence narrative, il faut apprendre d'abord que celle-ci n'a pas de normes et peut s'adresser à tous les monde sans scrupules, et sans tenir compte des souffrances qu'elle peut susciter. D'où l'importance de réfléchir le statut de ce langage dans toutes ses facettes et dans tous ses usages depuis les mythes archaïques et bibliques.

5. Entre réalité et fiction

En ce moment même, en plusieurs endroits de notre planète, des gens souffrent ou meurent à cause des guerres. Le plus souvent nous l'ignorons, car ils ne font pas partie de notre monde proche (monde proximal) ; nous les tenons à distance (monde distal), en occultant volontairement ou involontairement leur existence. Et lorsqu'on est au courant de certaines de ces guerres, on y accède par la médiation narrative variée : la presse, la télévision, l'Internet, les romans, la littérature, le cinéma... Ainsi nous apprenons, comme s'il s'agissait de faits divers, qu'il y a sur notre planète plusieurs foyers en guerre et qu'il y a eu ces dernières années environ trois cents milles morts en Syrie, soixante milles en Lybie, et ainsi de suite. En remontant un peu dans le passé, on parle de plus de cent millions de morts lors de la Seconde Guerre mondiale, ou encore de près de 70.000 victimes en une nuit dans les bombardements de Dresde par les Alliés et le même nombre à Hiroshima, avec la

⁴⁸ Voir mon étude « La crise grecque : enjeux et responsabilités », *Les Temps Modernes*, n° 673, 2013/2, pp. 152-194, ainsi que mon entretien avec Michel Grodent, dans *Le Soir* du 11 juin 2015 avec le titre : « Diriger la Grèce, c'est hériter de toute sa complexité ».

bombe atomique. Et, une vingtaine d'années auparavant, la première guerre mondiale a été une véritable hécatombe, marquant, après les guerres napoléoniennes, un carnage insensé d'une partie de la jeunesse d'Europe. Et je viens de rappeler les millions de morts que provoquèrent les régimes totalitaires dans leur haine à l'égard de la démocratie et du libéralisme. Ces chiffres qu'on pourrait multiplier comme une litanie révèlent la *quantification* aveugle du phénomène de la guerre et des révolutions, qui vise à la multiplication des morts pour écraser l'ennemi de classe, de race ou celui, quel qu'il soit, qui nous gêne.

Or, la guerre n'est vécue vraiment que par ceux qui sont sur place et qui la subissent. Dans la mesure où la grande majorité des gens qui vivent autour de nous n'a accès à la guerre que par des formes narratives qui sont des médiations à distance des guerres vécues, donc aussi à distance des souffrances singulières de ceux qui les vivent et les subissent, leur sensibilité à l'égard des violences guerrières et des êtres souffrants est diffuse et varie selon le contexte où ils vivent et en fonction de leur propre idiosyncrasie humaniste. Certes, il existe encore dans nos pays des personnes qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale ou des guerres ultérieures en dehors de l'Europe. Mais leur nombre diminue avec les années qui passent, et bientôt les témoignages concernant les guerres proviendraient surtout par les réfugiés qui ont fui le Moyen Orient et qui sont accueillis dans nos pays. En d'autres termes, comme les violences narratives guerrières sont, en Europe, éloignées des guerres vécues, elles forment, pour chaque personne qui les utilise, une appréhension limitée et personnelle de ce qui s'y passe, loin des expériences et des souffrances vécues de ceux qui les vivent, et qui sont seuls à le vivre.

Par conséquent, parler de la guerre dans un bureau ou dans un studio de télévision, ou lors d'une soirée dans un salon, en se référant aux multiples formes narratives qui les relatent, n'a rien à voir avec le vécu de la guerre réelle. Pourtant, c'est grâce à ce qui est raconté de telle ou telle guerre réelle, à laquelle nous y accédons d'une certaine façon. La narration nous informe et, si nous faisons attention, nous aide à prendre conscience de la violence guerrière et des conséquences qui s'ensuivent. L'un des grands paradoxes, avec les guerres qui se passent loin de nous, c'est que nous ne pouvons nous les *figurer* autrement que par des médiations discursives et narratives sous la forme de différentes *configurations* qui la relatent sans aucune appréhension vécue. Le caractère massif de ces narrations, souvent vivifiées par des moyens efficaces et percutants, comme la TV ou le cinéma, donne l'illusion que l'on a déjà, un jour, vécu dans une atmosphère de guerre, comme si l'imaginaire avait la force de fusionner avec une réalité, sans néanmoins avoir accès au réel de la guerre. Cette illusion est souvent tenace, car l'imaginaire manifeste une puissance qui peut envoûter l'être humain. De sorte qu'il peut arriver que ce type de narration fascine et séduit n'importe qui, mais surtout des jeunes gens qui, pour une raison ou une autre, seraient disposés à passer à l'acte en rejoignant des groupes en guerre, s'ils ont suffisamment de raison pour le faire. C'est pourquoi il est important de comprendre la différence entre guerres réelles et guerres racontées. Bref, entre réalité et fiction, il existe une distance énorme, mais qui est parfois

franchie par un imaginaire intense, qui donne souvent l'impression que l'agent même qui s'imagine y est impliqué⁴⁹.

L'approche quantifiée est aujourd'hui l'approche la plus courante pour faire état des guerres, mais aussi, nous le verrons, des actes terroristes. On peut découvrir l'ampleur des conflits actuels au moyen de cartes établies par divers organismes ou médias. Par exemple, d'après *Le monde Diplomatique* (2005), il existait à cette époque des conflits internationaux et nationaux, des litiges frontaliers, des guerres civiles et des mouvements indépendantistes. En parallèle, J. O'Loughlin avait établi une carte selon trois types d'intensité des conflits, fondés sur le nombre de morts⁵⁰. On peut ainsi y projeter l'ensemble des conflits planétaires, selon diverses approches et profils. Cela constitue une forme de narrativité par configurations *minimales* mais significatives pour faire état de l'expansion des guerres internationales ou locales, même si ce type de configuration occulte la *réalité* des guerres dans toutes ses dimensions et ses profondeurs, que la narrativité littéraire ou cinématographique met en scène en alimentant l'imagination et le vécu imaginaire. Mais d'habitude ce sont d'autres médias (journaux, radio, TV, Internet...) qui dominent dans l'information parce qu'ils font partie de la vie de nos foyers.

À l'autre extrême, l'imagination et la créativité humaines ont créé des narrations fictives, sans rapport avec la réalité, comme, par exemple, la célèbre épopée cinématographique de George Lucas, « La guerre des étoiles (*Stars wars*) ». En dépit de l'irréalité flagrante de ces images, cette mythologie a envahi la culture de notre jeunesse, avec une marchandisation d'images, de jeux et d'objets sans précédent. J'ai déjà fait quelques allusions à ces problèmes par des références ponctuelles, chez Homère, mais aussi, dans le domaine plus réaliste et proche à l'intrigue réelle, chez l'écrivain grec Ilias Venezis, et le film de Michael Cimino « Voyage au bout de l'enfer » (*Deer Hunter*). Cette variation narrative où la fiction façonnée, souvent de toutes pièces, côtoie des narrations plus réalistes, où la mise en intrigue est plus proche de l'intrigue réelle, révèle que notre civilisation a assumé les guerres comme un phénomène naturel en les valorisant en fonction des aspirations, des passions ou des intérêts des peuples. Liées rétrospectivement à *l'histoire*, les guerres réelles font partie tant de l'historiographie que de la culture. On peut décrire les événements selon des critères « scientifiques », mais on peut aussi raconter librement les exploits et les souffrances des gens, glorifier les héros ou diaboliser l'ennemi. Or, même sur le plan de l'histoire descriptive, les narrations ne font que configurer des aspects de la réalité historique et comportent des espaces de fiction inhérents à la démarche narrative et donc fatalement des pratiques de distorsion à travers ce qui est narré et mis en intrigue ou, plus simplement, en scène⁵¹. De ce fait, raconter la guerre peut aussi, par un subtil glissement, excéder l'histoire, grâce à la mythologie, la littérature ou l'art. Entre Homère, qui raconte la guerre de Troie, Hérodote qui suit l'itinéraire des armées, Périclès qui, au début de la guerre du Péloponnèse, fait l'apologie du

⁴⁹ Sur la question de l'imaginaire, voir les travaux de J.-J. Wunenburger, et, en dernier lieu,

⁵⁰ «The political geography of post Cold War conflict », *The Geographies of War*, 2005.

⁵¹ Voir l'Introduction de mon *Histoire de la Philosophie ancienne et médiévale*, *op. cit.*

régime démocratique au détriment du régime spartiate, Tolstoï qui fait jaillir l'âme russe dans « Guerre et paix », ou le film « Voyage au bout de l'enfer » sur la guerre du Viet-Nam, s'instaurent des formes narratives différentes qui font émerger autrement le passé, créant en nous des émotions variées. Mais il ne faut oublier les reportages issus des guerres réelle que nous offrent les journaux. Comme ce genre d'écriture prétend décrire les choses de façon la mieux informée et la plus exacte possible, je vais illustrer bientôt mon exposé par une analyse du journal *Le Soir* concernant la première guerre mondiale.

En fait, le cas de la guerre n'est qu'un type d'action parmi d'autres, mais qui se caractérise par son caractère extrême et violent, avec une massification des souffrances. La violence narrative relativement à la guerre est donc un type de narration parmi d'autres. C'est pourquoi, on peut dire que le mérite et la grandeur de la *Poétique* d'Aristote réside, comme je l'ai déjà souligné, dans le fait d'avoir montré comment l'arrangement d'une narration (d'un *mythos*) qui « imite » ou « met en intrigue » des actions peut créer diverses émotions, à savoir la crainte, la pitié, dans le cas de la tragédie, ou faire rire, dans le cas de la comédie. C'est dire que chaque type de narration provoque des émotions spécifiques. Et c'est la force incomparable aujourd'hui du cinéma, par la liberté de créer des scénarios, d'avoir assumé cette pratique avec plus de force encore et des variations émotives polyvalentes, au point que cette pratique détermine les stratégies de la commercialisation des films. L'analyse et le développement de ces fictions qui concernent la mythologie, la littérature ou le cinéma ne sont pas, ici, l'objet direct de mon propos, même si j'y fais et j'y ferai encore allusion. Je souhaite surtout porter l'attention sur des narrations qui traduisent intentionnellement des événements réels (des violences et des souffrances), pour discerner le sens et les distorsions qu'elle recèlent.

Ces formes narratives expriment le système d'*information* spécifique au monde contemporain, fort différent de celui de l'historien, non seulement par l'actualité de ce qui est décrit, mais par les méthodes appliquées, qui peuvent même faire en sorte de mettre en œuvre des narrations proches du genre mythologique. Je viens de le souligner, cette démarche se situe *entre* l'histoire proprement dite et la fiction, et peut être convertie en films cinématographiques, et j'ajoute : en vidéos, BD, publicités ou propagandes. D'où la difficulté de les circonscrire dans leur spécificité, surtout qu'elles sont tributaires du contexte dans lequel elles sont issues ou utilisées. Bien plus, comme nous l'avons déjà vu lors de la deuxième conférence, ces formes narratives, qui parlent de maladie, de situations sociale, de déportation, de guerres alors qu'elle sont éloignées de tout ce qui y est décrit, sont aujourd'hui envahies par les fictions littéraires et cinématographiques qui recèlent une force qui alimente sans cesse l'imaginaire avec des effets affectifs, et dont les conséquences sont difficiles à évaluer. Par son caractère extrême et spectaculaire, par les moyens qu'elle met en œuvre et les dégâts qu'elle provoque, la guerre est la référence la plus spectaculaire et permet, parmi toutes les formes de violence, de mieux voir la violence et la souffrance. C'est pourquoi je vais m'attarder encore une fois sur ce phénomène qui accompagne l'homme, probablement, depuis ses origines.

Or, aujourd'hui, un nouvel élément dans la question de la différence entre la guerre réelle et la guerre narrative a fait son apparition dans notre proximité. Il s'agit des attentats terroristes qui se sont multipliés en Europe, et qui ont modifié notre perception de la violence, donc aussi de la guerre. Comme porte d'entrée de cette problématique, nous avons sous la main un élément précis : les attentats récents en France et en Belgique (voire en Allemagne), qui nous approchèrent d'un seul coup d'une réalité qui demeurait jusqu'ici à distance, et qui s'enracine en fait dans les guerres du Moyen-Orient depuis une soixantaine d'années. Ce qui s'était déjà passé le 11 septembre 2001 aux États-Unis lors de la destruction du World Trade Center à Manhattan par les attentats du réseau islamiste Al-Quaïda, avec près de trois mille morts et plus de six mille blessés, s'est reproduit autrement, d'abord à Paris dans la salle de spectacle « Bataclan », le 13 novembre 2015, avec cent trente morts et plus de quatre cents blessés, puis à Bruxelles à l'aéroport de Zaventem et dans le métro de Maelbeek, le 22 mars 2016, avec trente cinq victimes et près de trois cinquante blessés, commandités par l'Etat Islamique. La proximité de ces deux attentats a multiplié l'effet dans nos populations, et provoqua un véritable choc, même si peu sont ceux qui les ont vécus de près ou eurent des proches qui furent les victimes, avec des souffrances physiques, psychiques et morales imprévues. À cause de cette proximité spatio-temporelle, la médiation narrative a été intense, ne serait-ce que parce qu'elle augmenta la probabilité que chacun de nous soit à son tour victime de telles actions. Avec l'anxiété qu'elle produisit et qui persiste encore, la menace configure une situation inhabituelle qui suscite une vision de la cruauté et l'absurdité suscitées par de telles actions, qui provoquèrent d'innombrables souffrances.

Certes, il ne faut pas confondre une guerre nationale d'indépendance, le terrorisme avec des attentats ponctuels et une guerre classique : il s'agit de phénomènes de violence différents, même si les liens sont réels. Mais, dans le cas des attentats terroristes qui eurent lieu dans notre proximité, il apparaît désormais que, *par analogie*, chacun de nous peut mieux comprendre et configurer ce que vivent ceux qui sont plongés dans les guerres, sans l'avoir choisi, vivant les atrocités et les angoisses qu'elle accumulent. De tels événements peuvent aussi éveiller en nous la réminiscence historique et la mise en intrigue des guerres passées, notamment les exterminations qui accompagnent certaines d'entre elles sous différentes formes dont le nombre de victimes quantifie davantage le phénomène de la guerre, avec une croissance de la cruauté. Pour la clarté de mon exposé, je vais étudier successivement ces deux types de violence, la guerre et le terrorisme, en tenant compte des nuances et des variations qu'ils impliquent.

(a) Guerres réelles et guerres racontées : Il est intéressant de noter combien les représentations de la guerre ont pu varier avec les époques. Le journal *Le Soir* de Bruxelles a publié pour son centenaire un très beau volume regroupant des textes publiés tout au long de ces 100 ans. En voici quelques-uns qui montrent combien chaque époque a une narrativité propre, et combien les prétendues informations procèdent davantage du jugement de valeur que de la réalité.

1887 : « Le monde est partagé entre la paix et la guerre ».

« L'année 1887 expire entre les prédictions sinistres du docteur Tant Pis et les déclarations encourageantes du docteur Tant Mieux. C'est toujours le voyage de Lord Randolph Churchill à Saint-Pétersbourg qui défraie ce que l'on peut appeler les potins de la grande presse. On a remarqué à la dernière réception que l'empereur Alexandre III souriait au diplomate anglais. Indice de paix. La czarine, par contre, ne lui a fait qu'un accueil très froid. C'est fini, la paix européenne est profondément troublée. Bien souvent la politique extérieure n'est pas autre chose qu'un assemblage de racontars qui ont un objectif plus sérieux : la Bourse ».

Les anecdotes donc priment sur une réalité historique plus globale, mais la dimension économique est bien présente.

1914 : « La guerre improbable ». Dans *Le Soir* du 24 juin 1914, on lisait sous la signature de Gringoire, en éditorial :

« Ne nous effrayons pas trop des menaces de guerre qu'on agite de temps en temps sur nos têtes. Chaque année qui passe rend de plus en plus improbable un grand conflit européen. Les générations qui ont connu la guerre et son atmosphère malsaine disparaissent l'une après l'autre... Le temps est proche où l'inutilité pratique des armées se manifesterait d'une manière éclatante. »
Nous constatons ici l'absence d'une proximité à l'égard de la réalité, tenue à distance, dans un monde distal, que relève bien le commentaire qui suit immédiatement :

« Sans doute l'auteur de l'article n'avait-il pas trop pris au sérieux cet article du *Post* de Berlin paru dans nos éditions du 26 février : "La situation actuelle ne peut être dénouée que par l'épée. Les circonstances sont favorables : la France n'est pas prête à combattre, l'Angleterre est au milieu de difficultés intérieures et coloniales, la Russie craint la guerre par peur de la révolution. Attendrons-nous que nos ennemis soient prêts ?" »

Or, *Le Soir* refuse de croire à cette menace et, dans une note aux lecteurs publiée en tête des éditions du 20 juillet, on peut lire :

« La situation est grave, mais elle n'est pas désespérée. Il faut donc garder tout son sang-froid. Que le public manifeste ses opinions et très nettement contre la guerre, mais qu'il demeure calme. Qu'il se méfie des notes alarmistes et des fausses nouvelles surtout. Comme l'a dit un jour un homme d'État : "Il faut tout prendre au sérieux et rien au tragique". »

Bref, nous vivons souvent loin de la réalité, et sommes entièrement soumis à la vision des mass-médias. La « prise » que nous avons sur la réalité est complètement faussée, perturbée par un flot d'opinions contradictoires. La preuve ? En 1940, certains croyaient encore que la guerre n'aurait pas lieu. Ce qui ne veut pas dire qu'elle devait avoir lieu, car il faut toujours, en diplomatie, faire le tout pour négocier et arriver à des compromis, des compensations, pour éviter le pire, car la guerre entraîne des multiples souffrances. Changeons donc de registre et abordons les textes qui racontent la guerre une fois déclarée.

1915 : « La guerre sur terre et sur mer, des alliances qui se font et se défont... ».

« En ces temps de grande incertitude qui caractérise l'année 1915, les alliances se font et se défont, dévoilant les véritables accords pris souvent secrètement à l'encontre des positions officielles ».

Nous découvrons dans ce passage le jeu de mots entre les mensonges des discours et la vérité des accords secrets, subvertissant le statut véridique de l'information. Le seul élément clair est la difficulté que nous avons à avoir une véritable information. Poursuivons notre lecture du journal, qui relève la force des configurations pour relater une réalité complexe, qui en soi ne dévoile pas tous ses secrets, laissant du travail aux historiens pour démêler les situations réelles :

« Ainsi, le 3 mai, l'Italie a quitté la Triple Alliance au sein de laquelle elle se trouvait avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Obéissant aux ordres secrets de Londres, l'Italie entre en guerre contre l'Autriche deux semaines plus tard. Le 9 mai, c'est entre la Chine et le Japon qu'un accord est signé, suite à un ultimatum du gouvernement de Tokyo. L'influence japonaise sur la Chine devient alors plus forte que jamais, et il faut que les Britanniques fassent pression sur le Japon pour qu'il renonce à contrôler directement le gouvernement chinois. Les déclarations de guerre de 1915 continuent à accroître le nombre de pays en guerre. Le 21 août, l'Italie déclare la guerre à l'Empire ottoman. Le 14 octobre, la Bulgarie à la Serbie... Depuis le début de la guerre, les Allemands ont porté le combat non seulement sur terre, mais aussi sur mer et même sous la mer... ».

Voilà comment la presse exprime la réalité des guerres : loin de la complexité qui les déterminent et sans aucune référence aux souffrances humaines. Les journaux donnent des configurations, décrivent, parfois littérairement, les mensonges qui circulent, mais ne font jamais état des souffrances. Pourtant, à mieux les regarder, on peut y voir un discours inverse, où la narrativité prend le dessus, mettant en jeu la question de la souffrance.

1915 : « Sur le front de l'Yser, le crime des gaz mortels ».

Il s'agit d'une description du major L. Tasnier, dans *Le Soir* du 19 avril 1929, c'est-à-dire quatorze ans après l'événement criminel, — ce qui implique d'entrée de jeu une mise en intrigue des intrigues réelles, avec des défigurations sues au temps qui s'est écoulé entre temps.

« La journée du 22 avril est fort belle, calme, ensoleillée. Un vent léger et régulier souffle du nord-nord-est. Tout à coup, vers 5 heures de l'après-midi, une épaisse fumée jaune-verdâtre monte des tranchées allemandes vers la région de Bixschoote et, balayant la terre, s'avance lentement vers les positions tenues par les Français et aussi vers la gauche de la division canadienne. Les troupes françaises observaient par-dessus le parapet de leurs tranchées ce nuage bizarre quand on les vit soudain lever les bras, porter les mains à la gorge, puis s'écrouler sur le sol, en proie aux affres de l'asphyxie. Ceux qui se mettent à courir tombent en râlant. La stupeur fait place à la terreur. La canonnade brutalement déchaînée de l'artillerie allemande achève de jeter la confusion dans les troupes françaises... En réalité, l'ennemi vient de libérer une grande quantité de gaz chlore, dont les effets mortels avaient été expérimentés sur des chiens au camp de Beverloo. Ce terrible drame n'a duré que quinze minutes. Une brèche de 5 kilomètres est ouverte dans le front. Mais on se bat à la grenade, à la baïonnette... Jusqu'au 26 juin, les colosses boueux repartent pour les trous d'obus empoisonnés et ils maintiennent inviolé le secteur belge. »

C'est là un texte très littéraire, qui met en évidence la souffrance des hommes. Le drame se vit bien plus que dans les précédentes configurations. Nous découvrons une narration proche du roman, mais qui, loin de la fiction pure, met en intrigue, certes en simplifiant, une intrigue réelle. La guerre racontée cherche ici à approcher le plus possible la guerre réelle, à faire voir la souffrance qu'elle a provoquée.

Dans les journaux, il y a toujours eu ces deux types de textes, aux styles antinomiques, l'un se contentant d'une description simple, l'autre impliquant la narrativité. Aussi est-il toujours intéressant de voir que sont surtout les articles qui s'accordent à une démarche littéraire qui font référence à la souffrance. Car, c'est par la littérature que l'on découvre le mieux la souffrance ou encore - ce n'est pas une coïncidence - par le cinéma, des documentaires, et rarement par les discours politiques. Ceux-ci donnent volontiers des chiffres qui justifient une prise de position politique ; mais, généralement, ils occultent la souffrance des combattants, des blessés, des familles, de l'ensemble de la population. Il y a là une sorte de paradoxe de notre rapport à la guerre, qui demande un véritable débat.

Les termes « guerre », « massacre », « extermination », « carnage », « hécatombe », « génocides », etc. font suffisamment voir la violence de certains actes humains, qui attestent d'une quantification de phénomène de la mise à mort par différents moyens. Roger Dadoun mit en scène une intéressante gradation de ce type de violence.

« La *guerre* relève d'une violence institutionnalisée, ritualisée ; elle admet, aussi cruelle soit-elle, des règles et des lois qui encadrent la belligérance et supposent la recherche de la paix qualifiée parfois de " paix des braves " ; elle reconnaît l'ennemi comme personne à part entière, respecte blessés et prisonniers, épargne la population civile, etc. Cette image idéale de la guerre est vite brouillée par la pratique du *massacre*, qui se traduit par un déferlement sauvage de la haine, du mépris, des pulsions destructrices : on achève les blessés, on tue les prisonniers, on viole, on torture, on mutile, on brûle, on enfume, on exécute femmes, enfants, vieillards... Avec le *génocide*, On atteint le comble de l'horreur : la destruction délibérée, programmée, systématique, par tous les moyens, d'une collectivité entière dont les membres sont dénoncés et traités comme être " inférieurs ", " sous-hommes " ; l'objectif avoué est de réaliser la " solution finale " du " problème " par l'élimination totale des individus »⁵².

Ces trois phénomènes, à savoir les *guerres*, qui constituent un mode pour ainsi dire « normalisé » pour résoudre des conflits, les *massacres* qui expriment un mode incontrôlé, souvent sous-déterminé, alors qu'il est massif et transgresse les règles les plus élémentaires des conflits, et les *génocides*, mis en évidence depuis la seconde guerre mondiale avec l'extermination des juifs et plus récemment à cause des événements au Rwanda, qui ont réveillé, dans le public, d'autres génocides, comme ceux Tziganes ou des arméniens, des Grecs pontiques et d'autres populations chrétiennes de Turquie, ou encore les génocides des populations en URSS par Staline ou plus tard avec les Goulags, sans oublier les plus anciens, comme ceux d'Amérique à l'époque de la colonisation, sont de plus en plus envisagés par le biais de la quantification, et de la question de la reconnaissance des victimes. Certes, la quantification est importante, car les nombres frappent plus facilement l'imagination, mais les configurations quantitatives ne parlent pas des douleurs physiques et des souffrances psychiques et morales des victimes et de leur proches. D'ailleurs, il n'est pas toujours facile de distinguer massacres et génocides, les premiers impliquant des actions apparemment aveugles, les deuxièmes, des actions programmées, comme

⁵² D. Dadoun, *op. cit.*, pp. 16-17.

dans la cas de l'ethnocide irlandais entrepris par Cromwel en 1649 où il est question de 616.000 victimes, c'est-à-dire de 40% de la population irlandaise, ou le massacre de la saint Barthélemy, ou dans les Goulags, dévoilés par Alexandre Soljénitsyne, ou encore dans les purifications ethniques dans l'ex-Yougoslavie, etc. Bref, si les chiffres sont parlants par eux-mêmes, ils sont insuffisants de parler et de narrer la réalité de ces phénomènes.

Pour analyser ce qui dans les guerres racontées se rapproche ou s'éloigne des guerres réelles, il faut se rappeler des deux concepts que j'ai pris comme guide de mon exposé : la proximité et la souffrance. Comme on se souvient, j'ai montré qu'il faut, d'une part, distinguer la proximité spatio-temporelle et proximité relationnelle et avoir toujours à l'esprit cette *ambivalence*, et d'autre part, discerner l'*antinomie* de la proximité selon laquelle plus on se rapproche de quelque chose plus elle manifeste sa complexité, de sorte qu'au lieu qu'on la maîtrise, elle se dérobe et requiert plus de proximité encore pour la connaître et la maîtriser. Quant à la souffrance, j'ai montré que la structure de la souffrance manifeste trois situations différentes : la douleur et la souffrance ne sont vécues dans leur singularité que par la personne qui souffre et seulement par elle. Toutefois la personne qui souffre diffuse sa souffrance en adressant un appel qui requiert une réponse de la part des proches ou de la société, notamment par le milieu hospitalier. Enfin, la souffrance vécue et diffusée est portée à la parole : elle est dite et racontée, sur le mode d'une configuration, d'une transfiguration, voire d'une défiguration. C'est sur ce plan que la guerre narrative marque son champ de déploiement.

Dans les guerres, les diverses formes de souffrances dépendent des différentes formes de guerre. Une guerre menée loin de la métropole touche peu les populations de la métropole, sauf les parents et amis des combattants. Une guerre défensive qui cherche à sauvegarder le territoire accentue davantage le patriotisme, alors qu'une guerre de conquête cherche surtout à exploiter ce qui est conquis, et moins à convertir les populations à l'idéologie des conquérants. En revanche, dans les guerres de religion ou les guerres révolutionnaires (notamment communistes) s'impose l'idéologie dominante, considérée comme la vérité. Le rôle des missionnaires ou des cadres politiques devient alors déterminant. Dans le cas des guerres révolutionnaires (par exemple celle du Viet-nam), la première phase est la préparation psychologique (exploitation des ressentiments et mise en scène de l'espoir pour un avenir meilleur), la deuxième, produit des sympathisants pour les transformer en militants, et la troisième marque la distinction entre les bons (proximité identitaire) et les méchants, qu'il faut punir. La population se sent alors impliquée, mais aussi surveillée. Comme l'écrit Max Clos, « toutes les guerres sont cruelles, mais aucune n'inflige aux peuples des souffrances plus grandes que la guerre révolutionnaire », — ne serait-ce que parce qu'elle abolit complètement la distinction classique entre les combattants et les populations, les civils deviennent des hommes engagés, susceptibles de devenir ensuite la victime des ennemis. Mais on pourrait ajouter aujourd'hui, que les guerres à distance, qui utilisent des bombardements massifs sont aussi cruelles, car elles sèment la terreur de l'invisible,

laissant dans le psychisme (surtout celui des enfants) des traces indélébiles, que seuls les médias, la littérature et le cinéma parviennent à mettre en scène et à nous y rapprocher.

Dans un esprit différent, lorsqu'il fonde en 1920, avec ses amis (Tcheng et Liou Chao Chi) le parti communiste chinois, Mao Tsé-toung songea à l'avenir. Il affirma que « le développement de la société humaine aboutira, et cela dans un avenir proche, à la suppression de la guerre, cette monstrueuse extermination mutuelle de l'humanité ». Mais, pour supprimer la guerre, il faut lutter par la guerre contre la guerre, par la guerre révolutionnaire juste contre la guerre contre-révolutionnaire injuste. Nous découvrons dans ces propos, une autre façon de configurer les guerres, en prônant la violence pour l'éliminer, selon un jugement de valeur et des stratégies pour l'avenir (l'émergence des guerres révolutionnaires) qui expriment un phénomène typique de l'après-guerre.

Or, les 90 années qui nous séparent des assertions de Mao rassemblent des événements successifs qui révèlent que les guerres se sont multipliées, se sont même diversifiées et amplifiées, élevant la barbarie à un point jamais atteint auparavant. Le rêve de Mao n'est pas pour aujourd'hui. D'autant qu'en dépit d'une promotion permanente de la démocratie et des droits de l'homme, les conflits se sont multipliés, même s'ils sont concentrés sur certaines zones de la planète, en dehors du monde occidental. Du reste, plusieurs guerres ont été engagées au nom des droits de l'homme mêlant espoir et mensonge, inaugurant ainsi un autre type de narration que celui que l'Occident avait l'habitude de promouvoir au nom de la vérité. Par les mensonges, répandus par les médias pour servir des intérêts technico-économiques, notre époque a mis en scène une nouvelle façon de répéter la mythologie. Car, cette promotion du mensonge coïncide avec la promotion de l'imaginaire et de la fiction. Sur ce plan, la violence narrative défigure la réalité en produisant des violences réelles et des souffrances incommensurables. Jamais avant notre époque, les narrations discursives et visuelles n'avaient atteint une profusion aussi extraordinaire et illimitée où les médias la littérature et la technologie du numérique ont produit un imaginaire fabuleux de violences narratives, jusqu'au mensonges, qui alimentent par leur inscription dans le psychisme, des souffrances qui peuvent devenir source de violences. C'est sur ce plan que la souffrance morale peut nourrir le désir de vengeance, comme n le constate aujourd'hui avec l'expansion du terrorisme urbain.

(b) De la lutte de libérations au terrorisme : Le discours massif aujourd'hui autour du terrorisme a fait oublier que depuis la fin du 18^e siècle des actes analogue s'étaient multipliés sur la planète, pour libérer les peuples dominés par l'Empire Ottoman et le colonialisme des pays européens. Les luttes d'indépendance pour la libération des peuples fut la base des la création des États-Nations, qui redessinèrent la carte de la planète. Ces luttes, qui au début se développèrent en Europe et en Amérique du Nord et du Sud, furent d'une violence sans précédent, avant les guerres du 20^e siècle, que succédèrent d'autres luttes pour l'indépendance, en Asie et en Afrique. Dans ce contexte fort complexe, les violences réelles furent souvent précédées ou

accompagnées de violences narrative tant du côté des combattants pour la liberté que du côté des défenseurs de leurs possessions. L'histoire de ces propos reste à faire. Aujourd'hui, où la plupart des nations nouvelles ont circonscrit leurs territoires, les luttes de libérations sont plus rares, sauf dans des régions précises, comme, par exemple, la Palestine. En revanche, toute revendication violente est désigné par le terme de « terrorisme ». Cette expression n'est pas nouvelle, car elle avait déjà été utilisée par les colonisateurs contre tous ceux qui avait engagé une lutte pour l'indépendance de leur pays. Pour me limiter à un seul exemple, les Anglais ne cessèrent de désigner de terroristes, les combattants Indous, les Chypriotes de l'Eoka, les Mau Mau du Kenya ou l'Ira d'Irlande, etc. Aujourd'hui le terme s'est généralisé, au point que la lutte des libérateurs n'est plus qu'une affaire d'histoire passée, en énumérant et glorifiant les héros morts, mais en oubliant les millions de personnes qui avaient souffert dans ces violences.

Aussi revenons à l'analyse de Roger Dadoun, qui distingue l'extermination, « obsédée par le quantitatif » et qui « procède par un abattage effréné », du *terrorisme*, lequel est précédé d'une série de causes (domination politique ou coloniale, exploitation économique, oppression sociale, etc.) et une intégration de l'adhérent et agent de l'action par une épreuve et un rite de passage ou d'initiation, consacré par un « pacte de sang », constitutif d'un noyau sélectif exprimé par des noms circonstanciés (Cellules communistes combattantes, Fraction Armée Rouge, etc.). Le terrorisme exercerait une violence *qualitative*, avec des méthodes pour ainsi dire chirurgicales :

L'acte de violence, dans l'attentat « est concentré en un point limité dans le temps et l'espace, il vise un objet soigneusement sélectionné, même si la cible est une foule anonyme et passante (...). Une double dynamique de la violence le caractérise : l'une tournée vers l'*intérieur* du groupe terroriste (...), violence dense, nodale, qu'on peut dire *fusionnelle*, qui trouve sa fin, sa justification, sa raison d'être dans l'éclat éblouissant de l'acte ; l'autre, tournée vers l'*extérieur*, part de l'acte accompli et déploie ses ondes de violence dans toute la société, irradiant la " population " le " public ", d'une violence nébuleuses, sourde, *diffuse* »⁵³.

Cette structure fait voir que le terrorisme met en jeu un *Groupe*, qui correspondrait, au point de vue psychique, au Moi et à la conscience, un *Système*, qui est l'analogue du Surmoi, en tant qu'il prononce les interdits, représente la loi et impose la répression, et une *Masse* exprimée par le peuple, le prolétariat, la communauté, la nation, etc., et qui serait « une puissance brute, inconsciente, réservoir d'énergie, qu'on apparenterait au Ça ». Comme le précise Dadoun :

« Le Groupe affirme travailler, lui qui est le Moi, conscience, volonté, Tête, pour la totalité du Corps social, qui est la masse et inconscience ; car les " masses " comme on dit, ne savent pas qu'elles sont dupées, exploitées, violentées par le Système, qu'il se nomme Capital, Pouvoir, Prince, ou toute autre Puissance dominatrice ». L'acte terroriste a précisément pour but de réveiller la Masse sans se préoccuper des effets collatéraux, parce qu'il vise à remettre en circuit son énergie

⁵³ Id., *ibid.*, pp. 24-27.

révolutionnaire qui est latente. Toutefois, « tout comme le Surmoi s'entend admirablement à détourner à son profit l'énergie pulsionnelle du Ça, le Système a l'art de maintenir la Masse sous son emprise, en retournant pour sa gouverne les peurs et terreurs activées par le projet terroriste du Groupe ».

Mais il y a plus, car « la violence terroriste frappe indifféremment des personnalités représentatives du système et des éléments anonyme à l'intérieur de la masse ». Le terrorise de gauche attaque les individus qui possèdent le pouvoir, tandis que le terroriste de droite (à dominante nationaliste, religieuse fasciste) affectionne « le bain de sang ». Dans tous les cas, il s'agit de « terroriser », de répandre la terreur⁵⁴. Mais ce qui est intéressant pour la question de la violence narrative, ce sont les catéchismes des révolutionnaires, qui devait encourager les combattants de mourir pour une cause. Il s'agit d'un vaste sujet qui reste encore en retrait dans nos études, mais qui peut éclairer comment la violence narrative peut créer des violences réelles, avec toutes les souffrances qui s'ensuivent. Ici, je me contenterai d'achever ce paragraphe par quelques extraits de l'écrit *Terrorisme et communisme* (1920) de Léon Trotski, où il répond à Karl Kautsky un an après la parution de l'ouvrage de même titre, et qui était un adversaire de la Révolution d'octobre et du bolchévisme. Dans la Préface, écrite le 29 mai 1920, Trotski commence par glorifier l'enthousiasme de la population pour adhérer au Travail obligatoire imposé par le nouveau régime, avant de faire état de la nécessaire oppression et répression :

« Les mobilisations volontaires du parti et celles des Unions de la Jeunesse communiste s'accomplissent avec autant d'enthousiasme pour le travail que, naguère, pour le front. Le volontariat du travail complète, vivifie l'obligation du travail. Les Comités du Travail obligatoire, récemment créés, couvrent tout le pays. La participation des populations au travail collectif des masses (déblaiement des routes ou des voies obstruées par les neiges, réparation des voies ferrées, coupe du bois, préparation et transport du bois à brûler, simples travaux de construction, extraction de l'ardoise et de la tourbe) revêt chaque jour un caractère plus large et plus rationnel. La mise au travail toujours plus fréquent des unités militaires serait absolument impossible sans un véritable entrain au travail...

Mais aussitôt il reconnaît la réalité des conditions de la vie, et met l'accent sur les souffrances des populations. Mais comme son seul souci est de justifier le régime bolchevique, critiqué par Kautsky, il justifie ces souffrances qui peuvent être plus grandes que celles qu'elles avaient vécues auparavant :

« Nous vivons, il est vrai, dans des conditions de terrible ruine économique, dans l'épuisement, la pauvreté, la faim. Mais ce n'est pas là un argument contre le régime des Soviets; toutes les époques de transition ont été caractérisées par ces aspects tragiques. Toute société d'esclavage (esclavagiste, féodale, capitaliste), son rôle une fois terminé, ne quitte pas tout bonnement la scène: il faut l'en arracher par une âpre lutte intérieure qui cause souvent aux combattants des souffrances et des privations plus grandes que celles contre lesquelles ils se sont insurgés ».

Bref, Trotsky, comme tout révolutionnaire qui adopte la terreur pour s'imposer ne comprend la souffrance que comme un mal nécessaire pour réaliser un projet considéré comme exprimant une réalité meilleure et digne d'être imposée par tous les moyens. Et pour justifier cette transition, il fait une analogie avec la naissance de

⁵⁴ *Ibid.*, pp. 27-28.

la modernité libérale bourgeoise après l'élimination de la féodalité, ainsi qu'avec la Révolution française et la Terreur, mais sans rappeler que l'évolution a pu aussi s'accomplir sans Révolutions préméditées, mais par la complexité historique qui s'accordait à des processus autoorganisateurs et à des systèmes adaptatifs complexes, parfois secondés par des stratégies décisionnelles de certains agents politiques et économiques. Ainsi, dit-il :

« Le passage de l'économie féodale à l'économie bourgeoise — dont la signification était énorme pour le progrès — est un martyrologue inouï. Quelles qu'aient été les souffrances des masses asservies au féodalisme, quelques pénibles que soient les conditions d'existence du prolétariat sous le capitalisme, jamais les calamités subies par les travailleurs ne furent aussi terribles qu'à l'époque où la vieille société féodale, brisée par la violence, cédait la place à un nouvel ordre de choses. La révolution française du XVIII^e siècle, qui n'avait atteint son immense ampleur que grâce à la pression des masses exaspérées par la souffrance, accrut elle-même leur misère pour une période prolongée et dans des proportions extraordinaires. Pouvait-il en être autrement ? ».

La question que pose ici Trotsky est sûrement pertinente, mais révèle aussi l'aveuglement des idéologues qui ne se soucient pas, dans leurs décisions et leurs actions, des souffrances humaines. Cette question me permet de lui répondre qu'il pourrait en être autrement, si l'on prend comme critères de l'action la liberté humaine et la souffrance comme mesure de nos actions. Ce sont les deux critères que bafoue délibérément Trotsky et ses amis bolcheviks, en opposant à la terreur la mollesse des changements politiques doux et éphémère, comme s'il n'existait pas des actions intermédiaires, fondées sur l'État de droit et la démocratie — qu'ils ont d'ailleurs éliminé, en écartant Kerensky et les socio-démocrates.

« Les drames de palais, qui se terminent par de simples changements de personnes au sommet du pouvoir, peuvent être brefs et n'avoir presque pas d'influence sur la vie économique du pays. Il en va tout autrement d'une révolution entraînant dans ses tourbillons des millions de travailleurs. Quelle que soit la forme d'une société, elle repose sur le travail. En arrachant les masses au travail, en les jetant pour longtemps dans la lutte, en rompant les fils de la production, la révolution porte inévitablement autant de coups à l'économie, abaissant ainsi le niveau du développement économique par rapport à ce qu'il était lors de son début. Plus la révolution sociale est profonde, plus elle entraîne de masses, et plus elle est longue, plus elle endommage le mécanisme de la production, plus elle épuise les réserves de la société. *On ne peut en déduire qu'une chose qui n'a pas besoin d'être démontrée, à savoir que la guerre civile est préjudiciable à l'économie. Mais en faire un reproche à l'économie soviétique revient à imputer au nouveau-né les douleurs de la mère pendant l'enfantement.* Il s'agit d'abrégier la guerre civile. On ne peut y arriver que par la résolution dans l'action. Or, c'est précisément contre cette résolution révolutionnaire que tout le livre de Kautsky est dirigé ».

Dans le chapitre sur la « Dictature du prolétariat », il relève avec subtilité les méfaits du passé, en impliquant le rôle de l'Église et de ses curés qui faisaient du chantage avec l'enfer, ou encore la faiblesse de la morale kantienne, qui occulte la réalité sociale. Ce qui lui permet d'affirmer que la bourgeoisie (y compris les nobles tsaristes), qui a été chassée du pouvoir n'a plus qu'à se soumettre. Soit à cette nouvelle réalité aucune résistance n'est permise. Tous ceux qui résistent « il faut ou

les intimider, ou les écraser ». La violence narrative est claire, et l'histoire nous a appris qu'elle passa à l'acte avec des millions de morts et de souffrances illimitées.

« L'exclusivité du pouvoir de la classe ouvrière ne peut être assurée que si l'on fait comprendre à la bourgeoisie, habituée à gouverner, tout le danger de s'insurger contre la dictature du prolétariat, de la saper par le sabotage, par les complots, par les révoltes, par l'appel à l'intervention d'armées étrangères. La bourgeoisie chassée du pouvoir doit être contrainte à se soumettre. Mais comment ? Les curés intimidaient le peuple au moyen de châtiments d'outre-tombe. Nous n'avons pas cette ressource. D'ailleurs, l'enfer des curés n'était pas leur seul moyen d'action ; il s'associait aux feux très matériels de la Sainte-Inquisition, ou aux scorpions de l'État démocratique. Kautsky ne serait-il pas enclin à croire que l'on peut dompter la bourgeoisie au moyen de l'impératif catégorique de Kant qui, dans ses derniers écrits, joue à peu près le rôle de l'Esprit-Saint ? Nous ne pourrions, quant à nous, que lui promettre notre concours s'il se décidait à envoyer une mission humanitaire et kantienne au pays de Denikine et de Koltchak. Il aurait là l'occasion de se persuader que la nature n'a pas privé les contre-révolutionnaires d'un certain caractère, auquel six années vécues dans les flammes et les fumées de la guerre ont donné une forte trempe. Tout garde blanc s'est pénétré de cette simple vérité qu'il est bien plus facile de pendre un communiste que de le convertir en lui faisant lire du Kautsky. Ces messieurs n'ont aucune vénération superstitieuse des principes démocratiques, aucune terreur des flammes de l'enfer; d'autant moins que les pontifes de l'Église et de la science officielle opèrent de concert avec eux et lancent exclusivement sur les bolcheviks leurs foudres réunies. Les gardes blancs russes ressemblent aux gardes blancs allemands, et à tous les autres, en ce sens qu'il n'est possible ni de les convaincre ni de leur faire honte. Il faut ou les intimider, ou les écraser ».

Par suite, la seule politique acceptée et imposée par les bolcheviks fut clairement le terrorisme d'État :

« Qui renonce par principe au terrorisme, c'est-à-dire aux mesures d'intimidation et de répression à l'égard de la contre-révolution acharnée et armée, doit également renoncer à la domination politique de la classe ouvrière, à sa dictature révolutionnaire. Qui renonce à la dictature du prolétariat renonce à la révolution sociale et fait une croix sur le socialisme ».

Ce qui l'autorise à écrire dans le quatrième chapitre consacré au terrorisme :

« Même si, dans tel ou tel pays, la dictature du prolétariat naissait dans le cadre de la démocratie, la guerre civile ne serait pas écartée pour autant. La question du pouvoir dans le pays, c'est-à-dire la vie ou la mort de la bourgeoisie, ne se résoudra pas par des références aux articles de la Constitution, *mais par le recours à toutes les formes de la violence* ».

6. Conclusion : Fécondité de la parole et les possibilités d'une résilience

Toute l'analyse qui précède peut être analysée par les trois structures de la souffrance que j'ai mises en évidence dès la première conférence. Mais la violence narrative polyvalente, qui concerne la troisième structure de la souffrance en transfigurant, voire en défigurant les souffrances vécues, recourt aux potentialités de la parole. C'est que dans le *vécu* de l'être humain dominant la *pensée* et la *parole*. La singularité de la souffrance suppose un rapport avec la pensée et la parole. Leur rapport est énigmatique. Mais on peut dire que l'homme pense comme il respire. Il

est dès lors clair que la souffrance influe sur la pensée de multiples façons. Elle ne laisse pas à l'être souffrant le temps de se concentrer, de penser. Il risque de ne plus penser que sa propre souffrance, et de sentir une impuissance d'agir.

En tant que médiatrice entre les êtres humains, la parole crée des distances. Ces distances varient indéfiniment et subvertissent tout processus de fusion entre eux, tout en permettant diverses formes de proximité, y compris celles qui mettent en jeu des antagonismes. Les affrontements et les confrontations discursifs, dans un dialogue ou dans un débat, où chacun marque ses positions et ses opinions, parfois d'une façon violente, produisent des distances et des obstacles dans la communication. La difficulté de communiquer révèle les limites du monde que chacun se construit (monde proximal), en considérant l'autre, tantôt comme un confident et un ami auquel nous ouvrons une porte de notre intimité, et tantôt comme un transgresseur des limites de notre intimité. L'adage sartrien d'après lequel l'enfer, ce sont les autres, est parfois assumé comme une situation normale de la vie, alors qu'il s'agit d'un cas extrême, parfois pathologique. Certes, le regard de l'autre peut être assumé comme un regard violent, et la parole reçue comme une flèche qui blesse le psychisme ; mais tout regard et toute parole recèlent une richesse insondable, et leur potentialité intrinsèque est capable d'apporter le réconfort et produire la reconstruction (résilience) de la personne qui souffre. De sorte que les obstacles ne sont ni absolus, ni s'imposent sans réponses possibles.

Par la parole, l'être humain a la capacité de porter jusqu'à lui ce qui est éloigné, visible et invisible, mais aussi, à l'inverse, de se porter ailleurs, loin de l'espace limité de sa personne, délimitée par son propre monde *proximal*⁵⁵. Il peut ainsi parler des êtres et des choses qui se situent à l'autre bout du monde, voire au-delà de notre planète, mais aussi d'êtres invisibles réels ou fictifs, comme Dieu, les anges, les démons, les morts, etc., voire d'entités invisibles comme les particules de la physique ou des structures du monde technico-économique. Enfin, il peut parler de choses irréelles (mythes, littérature, fictions), dire le vrai, distordre les choses et même tromper. Tout ce qui passe par nos paroles, que celles-ci expriment nos pensées, nos passions, nos désirs et nos espérances, appartient à notre propre monde de proximité, notre monde proximal personnel. Par suite, l'être souffrant peut exprimer ses souffrances, par la parole. Cela signifie qu'il ne vit pas uniquement avec la proximité immédiate de sa souffrance, mais cherche à la penser et à l'exprimer. Il s'adresse aux autres dans l'espoir de recevoir une réponse, sans quoi sa souffrance risque, pour ainsi dire, de l'étouffer par son poids, et sa pensée risque d'en subir les conséquences. D'où une nouvelle structure qui sous-tend un *appel* aux autres, et une *attente* de réponses adéquates.

Dans cette relation, la parole joue un rôle fondamental, tant dans le *champ de l'altérité* que dans le *champ social*. La parole permet de nous rapprocher des autres

⁵⁵ Il s'agit du monde que nous formons au cours de la vie, monde relativement très limité par rapport au Tout, mais qui configure tous nos rapports par des configurations multiples et variées, le reste, y compris notre propre réalité interne, invisible, jusqu'au confins de l'univers, demeurant à distance, dans un monde *distal*, inconnu et complexe. Cf. mon livre *La proximité et la question de la souffrance humaine*, *op. cit.*

et fait en sorte que les autres se rapprochent de nous. Ces rapprochements variables créent des proximités spatio-temporelles et relationnelles. Je l'ai dit, on peut se trouver loin de quelqu'un et pourtant lui être très proche affectivement, tout comme on peut être topologiquement proches de quelqu'un, et le détester. Dans ce contexte, la parole aide à communiquer et à débattre, à se réjouir ou à s'attrister, contribuant à la formation d'un monde commun avec des multiples relations, positives et négatives. L'amour, l'amitié, la sociabilité, la convivialité, la concertation, l'hospitalité forment des relations constructives, tout comme les antagonismes, les conflits, les délibérations et les négociations sans but ni fin produisent souvent des relations difficiles, donc aussi des souffrances, surtout des souffrances morales.

Il existe même un plaisir de parler, parfois jusqu'à l'excès, de sorte que la parole peut être investie de souffrances. Il existe aussi un plaisir de dialoguer, au point que parfois nous oublions le temps passer, même si le dialogue produit des tensions et des ressentiments. La parole est fluide et a la capacité de faire passer mille choses au fil du temps, qui s'effacent dans l'oubli, mais en se fixant toujours dans la mémoire *cognitive*, qui conserve un tas de connaissances et de souvenirs, et dans l'inconscient qui, en plus, cache les données de la mémoire *affective*, avec parfois des conséquences pathologiques (angoisses, névroses, psychoses...). Sur cette base, la société organise son fonds propre, à partir duquel elle multiplie ses manifestations selon les personnes, les contextes et les variations topologiques et temporelles. La parole organise ainsi autant les connaissances que les affections, la créativité et les passions. Par ses potentialités, elle prend une part active dans le monde social de tout temps.

Ces potentialités de la parole permettent de comprendre que tout être souffrant cherche à exprimer sa souffrance, non sans de nombreuses difficultés. Souvent, redoutant la souffrance, le récepteur favorise la *défiance*, qui subvertit les rapports entre l'être souffrant et ceux qui l'entourent. Quand un enfant dit qu'il souffre et ne veut pas aller à l'école, la réaction parentale est souvent celle de la défiance, sans évaluer toujours les conséquences physiques et psychiques de cette réaction. L'enfant malade, lorsqu'il est sincère, risque alors de ressentir une souffrance morale, par manque de *confiance*. Il s'agit d'un domaine où la proximité *relationnelle* domine, en utilisant la *bienveillance*, la *confiance* et l'*amour-propre*. C'est sur ce plan que fait irruption la *souffrance morale*. Ces attitudes recèlent des facteurs décisifs pour assurer une réponse à la souffrance et un champ propice pour réussir des *résiliences*. Dans ce domaine, les douleurs physiques provoquées par nos rapports à l'environnement, et les souffrances psychiques produites par nos rapports affectifs aux autres, se laissent investir par des *considérations* morales, qui ne sont pas étrangères à la façon dont nous racontons ou jugeons la souffrance. D'où le rôle incommensurable de la troisième structure, celle de la *transfiguration* de la souffrance par la parole et les images. Et c'est sur ce plan que la violence narrative empêche souvent la réalisation des *résiliences*. C'est la raison pour laquelle j'insiste sans cesse sur la nécessité de promouvoir la liberté, donc aussi la liberté de parole,

mais en prenant comme mesure de nos actions la souffrance des autres. Car, c'est la violence de la parole qui sait souffrir le plus profondément les êtres humains.

En somme, la parole peut aider à l'accomplissement de tous les processus conduisant à la reconstruction (résilience) et au bien-être des personnes souffrantes. Mais pour réaliser ces effets, il convient d'être à l'écoute de l'autre en essayant de la mettre en disponibilité d'une meilleure entente, pour éviter que l'écoute ne soit qu'une recherche de confirmation de ce qui a été déjà décidé. Pour répondre aux multiples pressions de la nature et de la vie que tout être humain ressent souvent comme une op-pression, mais qui peut aussi tourner en dé-pression, lorsqu'il est dépassé par les événements, il faut encourager sa capacité de s'exprimer. Les multiples modes d'ex-pression que l'être souffrant peut créer constituent une *réponse* aux pressions qui le pressent. D'où la joie ressentie lorsqu'il réussit à *s'exprimer*. L'important est de trouver les conditions d'une reconstruction ou, comme on dit aujourd'hui, une *résilience* — conditions qualifiées par Boris Cyrulnik, de *tuteurs* de résilience⁵⁶.

⁵⁶ En plus des travaux de B. Cyrulnik, voir J.-P. Olié, *Guérir la souffrance psychique*, Odile Jacob, ainsi que mon livre *La proximité et la question de la souffrance humaine*, *op. cit.*, pp. 499-595.